L'hebdomadaire des Socialistes

Vendredi

Troisième année - N°87 - Vendredi 25 janvier 1991 - ISSN 0995-0583 - Prix 6 F



La guerre que Saddam a voulue

Coll. Fondation Jean-Jaurès

VOTRE COURRIER

J'avais 13 ans en 1914 et je me souviens de cette guerre qui a fait des millions de morts et a ruiné mes parents.
J'ai toujours été pacifiste et le suis toujours, mais je pense que ce ne sont pas les manifestations dans les rues ou les prières qui empêcheront ce fou de Saddam Hussein de faire "sa" guerre.
Je me souviens de 1938 (j'étais déjà au Parti socialiste), d'avoir été pour les accords de Munich, pensant qu'on devait éviter cette guerre à tout prix. Je l'ai bien regretté quand j'ai vu à quoi avait abouti cet accord et le rattachement de Dantzig et les quatre années de guerre ignoble et meurtrière, le massacre et le martyre d'hommes, de femmes, d'enfants juifs et autres, la dictature, etc. Saddam Hussein est un fou et un dictateur comme Hitler. Ceux qui pensent que les Américains se battent pour le pétrole et les émirs ne se souviennent pas que nous avons eu de la chance de les avoir pour venir à notre secours.
Clairette Devriendt - Saint-Siméon de Bressieux (38)

■

Je suis très choquée du "débat" sur l'opportunité de sanctionner les parlementaires qui n'ont pas soutenu le gouvernement mercredi dernier. Au moment où nos soldats et ceux de l'ensemble des forces alliées risquent leur vie pour la liberté du monde occidental et des peuples arabes, on voudrait nous faire croire que les héros sont ceux que leur âme et leur conscience ont conduit à refuser l'engagement de nos forces dans la guerre du Golfe. Piètre héroïsme que celui qui consiste à crier vive la paix quand d'autres affrontent le feu.
Bien sûr, chaque socialiste, et j'en fais partie, est viscéralement pacifiste. Et depuis le premier jour de l'agression irakienne au Koweït jusqu'à la dernière minute de l'ultimatum des Nations Unies, la diplomatie française a tout fait pour sauver la paix. S'il existait d'autres voies que celles qui ont été explorées, pourquoi ces parlementaires ne les ont-ils jamais suggérées ? Et s'il n'en existait pas d'autres, ce que je crois, alors que proposent-ils aujourd'hui? Saddam Hussein, comme tout dictateur, finalement, ne comprend pas la négociation.Elle lui a été proposée, il n'a rien voulu entendre. Quand je vois le président de la République à la télévision, je pense qu'il lui a fallu bien du courage pour décider l'engagement des troupes françaises. Je pense qu'il ne s'y est résolu que parce qu'il était convaincu qu'il n'y avait rien d'autre à faire. Face au défi de Saddam Hussein à l'Occident, il ne peut y avoir de réponse simple ni de certitude, sinon celle-ci : laisser aujourd'hui impunie l'agression irakienne contre le Koweït serait demain laisser la porte ouverte à toutes les velléités hégémoniques du premier dictateur venu. Ce serait accepter que nos enfants vivent dans un monde de périls et d'incertitudes. Certes, la guerre n'est pas le meilleur moyen de rétablir les équilibres mis à mal aujourd'hui. Mais elle est celui que Saddam Hussein a choisi.
Alors, un peu de courage. Moi aussi, comme tout socialiste, je hais la guerre, moi aussi j'ai appris par cœur Prévert. Moi aussi j'ai une âme, qui m'incline à la paix. Et j'ai une conscience, qui me dit que je suis responsable du monde que mes enfants hériteront. Je n'aurais pas aimé être un député la semaine dernière. Je n'aurais pas aimé avoir à choisir d'envoyer des hommes au combat. Mais il me semble tout de même que je l'aurais fait, que j'aurais, devant la gravité de l'heure, choisi de soutenir ceux qui ont la responsabilité de conduire la politique de la France. Et que si je n'avais pu m'y résoudre, alors, j'aurais démissionné de mes fonctions électives, au lieu d'étaler mes états d'âme au soleil des côtes de popularité et sous les lumières des caméras.
Léa Lagarde - Béziers (34)

■

Je ne suis toujours pas d'accord, ainsi que de nombreux camarades, avec la politique conduite dans le Golfe !
Pourquoi ? Pour la seule raison que, dans le passé, certaines décisions de l'ONU, votées par les mêmes membres, sont restées sans effet !
Par deux fois Israël, pays condamné par cette organisation, n'a pas respecté le jugement, parfois même avec arrogance ! Alors, pourquoi deux poids, deux mesures ? Si, dans ces occasions, les Américains, qui se veulent les gendarmes du monde, avaient réagi avec le même zèle et la même violence qu'actuellement, j'aurais approuvé sans réserve l'intervention au Koweït !
Et pour le Liban ? Qui a osé bouger et lever le petit doigt ? Car, dans ces deux cas, c'est bien aussi de vol de territoire qu'il s'agissait !
J'ai donc décidé de ne pas reprendre ma carte en 1991. Je reste de sensibilité socialiste, je reviendrai donc à la section le jour où un Etat palestinien aura été fondé. Je vais rester un observateur attentif de cette guerre, mais surtout de l'après-guerre !
Claude Bellier - Paris 20e

■

Il me semble urgent que "Vendredi" et le PS et, au-delà, tous les démocrates, fassent une campagne d'information pour appeler les Français à un peu de retenue par rapport aux provisions de nourriture absurdes, aux achats d'armes et au racisme antiarabe qui s'est exprimé ces jours-ci dans le Sud-Est.
En un mot, pour que les Français ne se trompent pas d'ennemi et préparent, dès aujourd'hui, l'après-guerre, pour qu'une guerre de ce genre n'arrive plus.
Daniel Fauré - Embrun (05)

■

J'aimerais avant tout féliciter l'équipe de la rédaction pour la précision et la diversité des informations fournies dans "Vendredi".
Je tiens ici à faire part d'une réflexion concernant la guerre du Golfe.
La seule façon, pour notre pays, de conserver une place à la table des négociations de l'après-guerre est de préserver une certaine idée de la France.
Cette idée est celle du soldat de la paix que notre pays a incarné jusqu'à la dernière minute précédant l'expiration de l'ultimatum. Depuis le 2 août, l'action de la France s'est révélée exemplaire dans la recherche de la paix et du respect du droit international. L'après-Yalta confie dorénavant la sécurité du monde non plus aux Etats-Unis et à l'URSS seuls, mais à tout un ensemble de pays : cette sécurité constitue aujourd'hui une responsabilité collective.
A l'heure, terrible, où la guerre peut se déclencher, la France doit jeter les bases de la négociation de l'après-conflit afin que, déjà, naisse l'espoir d'une paix retrouvée.
Yannick Trigance - Epinay-s/Seine - (93)

■

Selon Monique Grima ("Vendredi" n° 86), la montée de l'intolérance aurait conduit la CFDT à faire le ménage dans ses rangs avec la chasse aux "moutons noirs", laquelle s'est traduite par des exclusions ou des départs plus ou moins volontaires.
Il aurait été plus objectif de faire état de plusieurs années d'opposition systématique et refus des décisions prises démocratiquement ayant conduit certains anciens responsables à entrer en dissidence et à fonder une organisation syndicale corporatiste (aux PTT par exemple).
Ainsi, ces farouches partisans de l'unité, qui n'en sont pas à une contradiction près, ont accentué la division syndicale et renforcé la désyndicalisation.
Alors, pas de pessimisme ! Aujourd'hui, la CFDT obtient un résultat que les dissidents ne souhaitaient sûrement pas. Les militants(es) sont à l'aise dans leurs baskets ! Ils n'ont plus le sentiment de perdre leur temps dans des débats stériles. Cela se traduit en matière de politique d'action par une CFDT qui débat sereinement, agit de façon homogène, pèse dans le champ social et est sur le chemin qui conduit à gagner la bataille de la resyndicalisation.
Victor Delourmel - Bourges (18)

■

L'article de Caroline Nicolas "Législatives partielles, artillerie lourde contre Barzach" publié dans "Vendredi de la semaine dernière, appelle de ma part quelques commentaires.
Le véritable affrontement dans cette campagne n'est pas au sein su clan chiraquien mais entre la droite d'une part et le candidat socialiste Alain Hubert et sa suppléante Roselyne Waltyer d'autre part.
Croyez-vous que les parisiens confrontés à de graves problèmes de logement aient plus à attendre de Michèle Barzach ou de René Galy Dejean ? C'est ensemble qu'ils soutiennent voire organisent la politique municipale brutale de rejet vers des banlieues de plus en plus éloignées de ceux que le prix des loyers parisiens écrase.
Mobilisant activement les militants, Jean-Jacques Danton, le secrétaire d'une des sections du XVe arrondissement rappelait récemment "qu'il ne fallait pas se faire d'illusion sur la faible différence que Michèle Barzach voudrait faire entendre : son discours est fortement à droite".
Qui pourrait s'en étonner quand on sait qu'elle avait la responsabilité de toute la politique sociale chiraquienne.
Depuis des années nous attendons cette occasion de voir le bloc majoritaire se fissurer. Depuis des années nous attendons cette triangulaire au second tour qui pourrait enfin donner des chances à la gauche. Il ne faut pas la laisser passer et se laisser endormir par une alternative qui ne fait que renforcer le système chiraquien et l'extrême droite parisienne.
Claude Fleutiaux - conseiller de Paris, conseiller du XVe arrondissement.

■



Afin d'assister au prochain "Entretien du jeudi", se munir de cet encart pour des raisons de sécurité

Entretiens DU JEUDI

Salle Marie-Thérèse Eyquem

10, rue de Solferino
75007 Paris

Laurent FABIUS

Jeudi 31 janvier 1991
de 20 heures à 22 heures

Vendredi
10, rue de Solferino
75333 Paris Cedex 07
Télex : 200 174
Télécopie : 45.51.47.03
Service abonnés : 45.56.78.57
Téléphone :
pour joindre directement votre correspondant, il suffit de composer 45.56...(précédé du 16-1 si vous appelez de province) suivi des 4 chiffres qui figurent entre parenthèses à la suite de chaque nom

DIRECTION
Directeur de la publication :
Bernard Roman (78.48)
Comité de direction :
Jean-Pierre Becquet, Jean-Marcel Bichat, Pierre Brana, Philippe Dorthe, Pierre Guidoni, Gérard Le Gall, Gérard Lindeperg, Arnaud Massip, Pierre Moscovici, François Rebsamen, Bernard Roman, Françoise Seligmann, Daniel Vaillant.

REDACTION
Rédactrice en chef :
Lyne Cohen-Solal
Directeur de la rédaction :
Jacques Garat (78.58)
Secrétaire gal de la rédaction:
Jacques Goubin (78.82)

Politique : J.-Pierre Bédéï (78.73)
Economie : Monique Grima (78.70)
Idées : Bernard Chaouat (79.01)
Société : Patricia Jaffray (78.94)
Régions : Maryline Trassard (78.71)
International : Ghislaine Toutain (78.55)
Secrétaires de rédaction :
Vanda Gervasio (78.61)
Taoufik Khatib (adjoint) (78.54)
Maquette : Flavienne Allar (78.92)
Photo : Pascal Lebrun (78.53)
Secrétariat : Eve Schiavi (77.92)

ADMINISTRATION, GESTION
Madeleine Darbel (78.44)
Annick Jacquet (77.96)

ABONNEMENTS
ET SERVICE LECTEURS
Marie-Reine Jost (78.57)

PUBLICITE
Pyramid Conseil - (16.1) 43.70.86.80

FABRICATION
Photogravure, montage :
Dawant - Paris
Impression : Avenir Graphique - Torcy
Routage : Inter-routage - Aubervilliers / Bottin-direct - Paris

N° Commission Paritaire : 10.889

"Vendredi" est édité par les Nouvelles Editions de l'An 2000

Crédits Photo :
Sipa-Press (couv) ; Sipa-Press, Thierry Coulon / REA , N'Diaye JC / Imapress (p.3) ; AFP (d'après A2) (p.4) ; AFP (p.5) ; Trippett / Sipa-Press (p.8) ; AFP (p.10) ; Cuisset / REA (p.11) ; Christian Rausch / Rapho (p.12) ; Alfred / Sipa-Press (p.19) ; DR (p.20) ; Jacques Sassier/Gallimard (p.21) ; autres P.L.

Ce numéro a été tiré à 278.000 ex.

CETTE SEMAINE

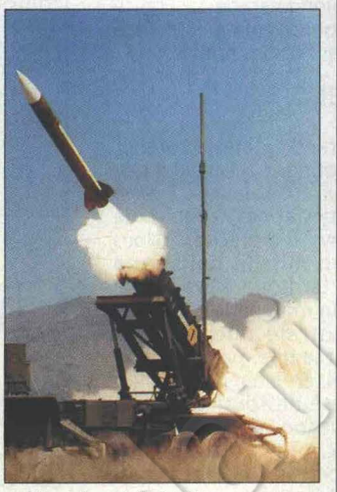
2 *Courrier*

POLITIQUE

4 • *La mise au point de François Mitterrand*
• *Les débats des socialistes*
5 • *Michel Noir : une affaire de famille*
• *Pierre Mauroy*

INTERNATIONAL

7 *Saddam Hussein dans une guerre longue*



▲ *Départ d'un missile Patriot*

8 • *Enseignements de la guerre*
• *Premier bilan militaire*
9 *Histoire du pacifisme français*

10 • *Dans les pays baltes*
• *Elections en Allemagne*

11 à 13 DOSSIER
Avenir de la médecine libérale
11 *Le rapport Lazar*
12 *Jeunes médecins : la galère*
13 *Claude Pigement*



REGIONS

15 • *Organiser le monde rural*
• *Le TGV sud-est*



ECONOMIQUE ET SOCIAL

16 • *Coup de tabac sur les salaires*
• *Les nouveaux circuits de l'épargne*

VIE PRATIQUE

18 *L'impôt : 2- frais professionnels*

CROQUIS

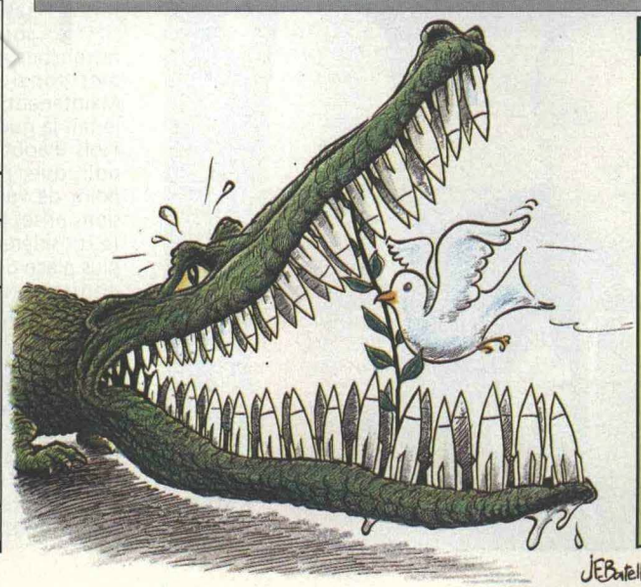
19 • *Le bloc-notes de Claude Estier*
• *Virgil Tanase*
• *Le dessin de la semaine*

CULTURE

20 • *De Manet à Matisse*
• *Cinéma : "Les Arnaqueurs"*
• *Télévision*
21 • *L'arbre et le lierre*
• *Revue des revues*
22 • *Post-scriptum*
• *Agenda des spectacles*

INVITE

23 *Yves Lacoste*



JEBatellier

La moitié de quoi ?

Cette guerre du Golfe ne manque pas de commentateurs, et chaque chaîne de télévision a, dans son vestiaire, un général ou un amiral, qu'on sort, le moment venu, devant la carte des opérations. Mais les hommes politiques ne veulent pas être en reste, comme Jean-François Deniau, député UDF, qui déclarait, au cours de la réunion des clubs Perspectives et réalité, que, dans le conflit, les Français se comportaient comme "alliés à mi-temps, à temps partiel". On peut dire qu'en ce qui le concerne, l'ancien ministre n'a pas parlé à côté du déconophone !
Mais la palme lui est ravie par VGE, qui double la mise en déclarant à propos de la conduite des opérations que c'était "une double erreur de jugement".
Au fait, c'était sous quel septennat que commencèrent les livraisons d'armes à l'Irak ? Et comment s'appelait ce Premier ministre qui se félicitait si fort des contrats signés avec Saddam Hussein ?

J.R.

la mise au point de François Mitterrand

L'UDF semblait vouloir mettre en cause le consensus qui s'était dégagé au Parlement le 16 janvier sur l'intervention française militaire dans le Golfe. François Mitterrand est intervenu pour préciser sa politique.

Quatre jours après le début des hostilités dans le Golfe, François Mitterrand a éprouvé le besoin de monter au créneau pour effectuer quelques mises au point. Sentant que le consensus obtenu au Parlement sur l'intervention militaire française commençait à s'effilocher, il a tenu à préciser sa politique. Une manière de répondre aux critiques exprimées par des dirigeants de l'UDF trois jours seulement après le vote au Parlement. Jugeant la part prise par la France dans la guerre, Jean-François Deniau avait déclaré : "(...) Cela donne l'impression que nous sommes des alliés à temps partiel". Gérard Longuet avait renchéri : "Un engagement conditionnel, limité au seul Koweït, est incompréhensible, inefficace et inacceptable... Les partisans des demi-mesures prennent le risque de n'avoir qu'une demi-place à la table des négociations." Quant à Giscard, fort discret sur toute l'affaire du Golfe depuis le début, le 2 août 1990, il avait estimé que l'absence des Français dans le ciel irakien constituait "une double erreur de jugement militaire et politique".

"RIEN CONTRE L'ISLAM"

François Mitterrand a réfuté ces accusations : "Nous travaillons dans le cadre d'un plan d'ensemble. Ce plan d'ensemble aurait pu aussi bien nous affecter ailleurs et, au demeurant, nous ne nous sommes pas interdit (...), le cas échéant, d'aller en Irak." C'est donc clair. Le chef de l'Etat a voulu faire passer un deuxième message : "La France ne fait rien contre l'islam, elle agit contre un dictateur agresseur qui n'a tenu compte d'aucun conseil, d'aucun avis, d'aucune chance de paix (...)" Il a voulu ainsi rassurer la communauté musulmane vivant en France. Pas question de faire un amalgame pernicieux entre Saddam Hussein et le monde arabe. La France tient à préserver les bonnes relations qu'elle entretient avec certaines nations arabes.

REPONSE A ISRAEL

Enfin, François Mitterrand a tenu à rétablir une autre vérité. Répondant à certains responsables israéliens qui accusaient la France d'avoir fourni à l'Irak des armes capables de mettre en péril leur pays, il a précisé : "Nous n'avons vendu aucun missile balistique capable d'atteindre le territoire d'Israël, que ce soit bien entendu. Un mois peut-être après mon élection, la centrale nucléaire de Tamouz, fournie, il faut le dire, par la France, a été détruite par Israël. Eh bien, depuis neuf ans, j'ai toujours refusé de fournir les éléments d'une reconstruction de quelque élément que ce soit à l'Irak."
En mettant ainsi les points sur les i au début du conflit, François Mitterrand s'est efforcé de continuer à bien faire passer sa politique auprès des Français. Depuis le 2 août 1990, en s'adressant au pays à plusieurs reprises, régulièrement, il a établi une relation directe avec l'opinion publique qui lui a été bénéfique. Sa politique a été très majoritairement comprise et approuvée. Après les premières interventions militaires françaises, cette tendance persiste puisque, selon un sondage BVA réalisé le 20 janvier, François Mitterrand obtenait 75% d'approbations. Il y a gros à parier que le président de la République reviendra en première ligne chaque fois qu'il sentira que sa politique est controversée.

Jean-Pierre Bedeï

▼ *François Mitterrand : "Nous ne nous sommes pas interdit, le cas échéant, d'aller en Irak."*



Le respect des statuts

Pour avoir enfreint la position du PS à l'Assemblée nationale et au Sénat sur l'intervention militaire française dans le Golfe, douze parlementaires ont été sanctionnés par Pierre Mauroy. Ils ne pourront plus "représenter le parti ni s'exprimer en son nom". Cette "suspension de délégation" est conservatoire. Le "dossier disciplinaire" de ces contestataires sera soumis, conformément aux statuts, au comité directeur du 2 février qui, seul, peut décider si leur cas doit être examiné par une convention nationale.
Il n'est pas question de juger un délit d'opinion mais de faire respecter la nécéssaire discipline de parti dans le cadre de ses statuts.

Chevènement : "j'ai choisi d'assumer"

Violemment attaqué par la droite au cours des derniers jours, Jean-Pierre Chevènement a répliqué, mercredi matin, sur Europe 1 :

"Tant que la guerre n'avait pas éclaté, il était normal et légitime que je fasse tout pour qu'on trouve une solution pacifique. Je n'ai rien à retrancher à tout ce que j'ai fait et dit. J'ai mes convictions, je n'y renoncerai pas. Maintenant, c'est la guerre, par conséquent, je fais la guerre. J'ai fait mon travail depuis le mois d'août. Naturellement, comme homme politique, j'ai eu, avant le 17 janvier, mon point de vue. Maintenant, j'exécute les décisions prises par le président de la République. Je considère qu'à partir du 17 janvier, il n'y a plus place pour le débat. J'ai accepté d'être le ministre de la Défense de François Mitterrand, cela me crée quelques obligations. Ce que me reprochent, aujourd'hui, un certain nombre de gens, c'est de ne pas avoir démissionné. Mais si j'avais démissionné, ils me reprocheraient d'avoir déserté. J'ai choisi d'assumer, c'est un choix républicain. Par solidarité avec nos soldats, j'ai considéré que mon devoir était aussi de me tenir fermement à mon poste."
Répondant aux critiques de l'opposition,



▲ *19 janvier 1991, J.-P. Chevènement à la base aérienne d'Al Hasa*

Jean-Pierre Chevènement a déclaré : "Toutes ces attaques et toutes ces bassesses à chaque fois m'honorent et me renforcent, et me laissent de marbre en définitive. Je me sens tellement au-dessus de cela, dans le moment actuel, que je ne peux m'empêcher d'éprouver une certaine pitié pour tous ces gens-là."
Mercredi soir, le bureau exécutif du Parti socialiste s'est solidarisé avec le ministre de la Défense face aux attaques dont celui-ci est l'objet.

d'après AFP

appel du MJS

Le 2 août 1990, Saddam Hussein envahissait le Koweït..Face à cet acte de guerre inacceptable, la communauté internationale, unanime, a décidé des sanctions pour obtenir le retrait des forces irakiennes.

Le président de la République et le gouvernement ont, depuis le 2 août, tout tenté, et celà jusqu'au dernier instant, pour sauvegarder la paix.
Sourd à tous les appels, à toutes les tentatives de discussion, Saddam Hussein a décidé sciemment, et celà devant l'histoire, de conduire son peuple au désastre.
Pour le MJS, l'intervention du 17 janvier signifie le refus qu'au monde divisé depuis plus de quarante ans, succède un monde régi par la loi du plus fort. C'est pour cela qu'aujourd'hui, nous nous trouvons militairement engagés. Le combat de nos soldats est celui du droit et de la liberté.
L'après-guerre devra être le temps du dialogue, le temps de la conférence internationale, seule capable de garantir une paix juste et durable dans la région : règlement, dans le respect de la sécurité d'Israël, de la question palestinienne ; établissement de traités entre Israël et ses voisins ; respect de l'intégrité et de la souveraineté du Liban ; limitation des armements au Proche-Orient ; règles plus justes pour la répartition des richesses pétrolières.
Le Mouvement des jeunes socialistes (MJS) approuve les décisions légitimes prises pour que la force reste au droit et à la liberté. Il exprime son soutien à la coalition internationale, et particulièrement aux troupes françaises.
Ces soldats ont pour mission de faire respecter les résolutions votées à l'unanimité par le Conseil de sécurité des Nations Unies et de mettre fin à l'occupation du Koweït.
Les jeunes socialistes sont conscients du trouble qui a pu traverser la jeunesse. Mais ils croient profondément que c'est pour le droit, la liberté, la justice et le soutien à la paix que se battent, aujourd'hui, les soldats de la France.
Ils ont droit au respect et à la pleine et entière solidarité de tous.

communiqué du bureau exécutif

"Au terme d'une semaine de conflit, le Parti socialiste tient à dénoncer le caractère inhumain et inacceptable d'un certain nombre d'actions conduites par Saddam Hussein :

Tirs de missiles sur un Etat, Israël, qui n'est pas partie prenante dans le conflit, tenant en otage une population civile tout entière; utilisation de prisonniers de guerre dans une honteuse mascarade télévisée contraire aux conventions de Genève.
Il y a là autant de provocations qui, loin de faire fléchir la détermination de la coalition internationale, ne peuvent que la renforcer.
Le Parti socialiste réaffirme son attachement à la sécurité d'Israël et salue le sang-froid manifesté par son gouvernement et sa population. Une délégation conduite par Pierre Mauroy se rendra la semaine prochaine dans ce pays.
Nous avons, en outre, organisé, autour du premier secrétaire une rencontre d'associations, première d'une série, qui tend à ce que le dialogue et la fraternité entre toutes les composantes de la société française soient maintenus malgré les difficultés de la période.
Le Parti socialiste, qui exprime son souci de voir épargnées les populations civiles quelles qu'elles soient , poursuivra ses efforts pour préparer une paix juste et durable pour tous au Proche-Orient en multipliant ses contacts avec les partis de l'Internationale socialiste des pays concernés par les événements en cours.

Michel Noir : une affaire de famille

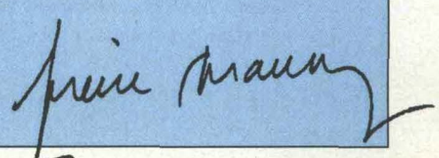
Michel Noir avait démissionné du RPR pour rénover la politique.
Dans la législative partielle de Lyon, il est empêtré dans une querelle de famille et se contente de gérer son image de maire.
Où est le nouveau souffle annoncé ?

"J'ai deux garçons, je n'aurai donc pas de problème avec mes gendres." Paul Raveaud, 42 ans, sociologue, est bien dans sa peau de candidat socialiste contre Michel Noir, à Lyon, pour l'élection législative partielle du 27 janvier. Jovial, il ne déteste pas se gausser des déboires familiaux de son principal adversaire politique. Et il y a de quoi !

suite page 6...

"Les contes et les comptes"

En une semaine, l'euphorie déraisonnable des premiers jours a laissé place à un pessimisme tout aussi excessif. Et, par un paradoxe au moins apparent, beaucoup éprouvent ce sentiment que l'amoncellement de l'information n'a provoqué, au mieux, qu'une victoire de la confusion et du doute ou, au pire, un recul de la connaissance et de la lucidité.
Il est par conséquent indispensable de comprendre et d'expliquer. Pour cela, il faut prendre garde aux anticipations . Bref, il faut préférer les comptes aux contes, prendre du recul et s'en tenir, autant que faire ce peut, aux faits bruts.
Sur le terrain militaire, le déroulement des opérations contredit les prédictions de guerre éclair que certains avaient cru pouvoir faire, mais confirme les plans que les états-majors avaient prévus.
Saddam Hussein mène avant tout une guerre psychologique, une guerre politique. Des attaques contre Israël aux attentats terroristes, de l'utilisation de prisonniers aux incendies des puits de pétrole, il ne poursuit qu'un même but : transformer la nature du conflit. Un but pour lequel tous les moyens sont bons.
Néanmoins cette stratégie n'a pas produit les effets escomptés et nous en savons gré à Israël qui a su raison garder.
Dans cette épreuve que représente toute guerre, les Français ont su largement se rassembler derrière le président de la République, quelles que soient leurs opinions ou leurs confessions.
A nous, socialistes, de rester à l'écoute de nos concitoyens. A nous de condamner les polémiques qui n'honorent guère ceux qui les utilisent. A nous, enfin, d'anticiper pour, le moment venu, être à même de gagner la paix.





Il est beau n'est-ce pas ? Pour l'avoir : *une seule solution*, s'abonner !

C . L . U . B Vendredi

Pour remplir cette page club, nous attendons vos propositions : faites connaître ici vos spectacles, vos vacances de rêve, vos coups de cœur... vite à vos stylos.



Spécial militants

Pour deux abonnements vendus, "Vendredi" maintient l'ancien tarif d'abonnement (200 F) et vous offre " Dessins inspirés par l'actualité" ainsi qu'un "pin's"

N° de section |_|_|_|_|_| N°d'adhérent |_|_|_|_|_|_|

Mon nom.....

Adresse.....

Code postal |_|_|_|_|_| Ville.....

Je prends note que je recevrai en cadeau "Dessins inspirés par l'actualité" et le pin's "Vendredi"

Veuillez envoyer " Vendredi" de ma part à :

- 1 -

Nom.....

Adresse.....

.....

.....

.....

Code postal |_|_|_|_|_|

Ville.....

- 2 -

Nom.....

Adresse.....

.....

.....

.....

Code postal |_|_|_|_|_|

Ville.....

A renvoyer à : "Vendredi" - Service lecteurs
accompagné du montant des deux abonnements vendus soit 400 F

Abonnez-vous !

BON DE COMMANDE

A renvoyer à : "Vendredi" - Service lecteurs
10 rue de Solferino - 75333 Paris cedex 07
Merci de penser à joindre votre bande adresse

Nom.....Adresse.....

.....Code postal.....Ville.....

- ❑ *1 -* *Je m'abonne à "Vendredi" pour un an : **250 F** *(étranger : DOM-TOM - CEE : **400 F** - autres pays : **600 F**)*
- ❑ *2 -* *Je m'abonne à "Vendredi" et commande l'album "Dessins inspirés par l'actualité" : **300 F***
- ❑ *3 -* *Je m'abonne à "Vendredi" et commande "Le Feu et l'eau" : **350 F***
- ❑ *4 -* *Je m'abonne à "Vendredi" et commande l'album "Dessins inspirés par l'actualité" et "Le Feu et l'eau" : **400 F***
- ❑ *5 -* Je suis abonné à "Vendredi" et veux recevoir uniquement l'album "Dessins inspirés par l'actualité" : **100 F**
- ❑ *6 -* Je suis abonné à "Vendredi" et veux recevoir uniquement "Le Feu et l'eau" : **130 F**
- ❑ *7 -* Je suis abonné à "Vendredi" et veux recevoir "Le Feu et l'eau" et "Dessins inspirés par l'actualité" : **200 F**
- ❑ *8 -* **Je ne suis pas abonné :** j'ajoute **20 F** de frais de port par ouvrage commandé

Soit au total.....F

Ci-joint mon paiement par chèque bancaire ou postal

Date *Signature*

***Je prends note que je recevrai en cadeau le pin's "Vendredi"**

...suite de la page 5

Pour régler ses comptes avec le "dissident" Noir, Jacques Chirac n'a rien trouvé de plus élégant que de propulser dans l'arène électorale locale Pierre Botton, le gendre du maire de Lyon... Certes, l'affrontement ne sera pas direct : Michel Noir se présente dans la deuxième circonscription et Pierre Botton dans la troisième, avec le soutien du RPR, contre Jean-Michel Dubernard, autre démissionnaire du mouvement chiraquien... et ami personnel du maire de Lyon. Mais personne n'est dupe ! Botton cherche à prendre sa revanche sur Noir. Pourtant, les deux hommes sont restés longtemps unis. Ils se connaissent depuis 1982. En 1987, Pierre Botton épouse Anne-Valérie, la fille ainée de Michel Noir. En 1989, il dirige la campagne municipale de son beau-père. Un triomphe ! Noir balaie Francisque Collomb comme un fétu de paille. Euphorique, Botton se targue de faire du nouveau maire de Lyon un président de la République ! A l'hôtel de ville, il joue les majordomes, intervient sur tout et provoque des dissensions au sein de l'équipe municipale. Michel Noir est contraint de le mettre à la porte.

Deux ans plus tard, Botton n'a toujours pas digéré ce limogeage. Et quand Chirac lui propose de représenter le RPR à Lyon, "Monsieur Gendre" fonce, profitant de l'occasion d'en découdre avec son beau-père. Du coup, Anne-Valérie fait la campagne de son mari... contre la démarche de son père. "On ne mélange pas la famille et la politique", a dit Michel Noir. Les Lyonnais ont tout de même du mal à y croire !

UN BEL IMBROGLIO

Le maire de Lyon avait démissionné du RPR dans un geste qui se voulait plein de panache, au nom des grands principes, de la "rénovation de la politique". Le voilà entraîné dans de médiocres querelles familiales. Le "Monsieur Propre" de la politique lave son linge sale sur la place publique.

Paul Raveaud relève une seconde contradiction : "Alors que Michel Noir avait annoncé une campagne électorale sur la morale en politique, sur les institutions, il se contente de jouer sur son image de maire. Il faut dire qu'il est mal placé pour critiquer la vie parlementaire ; depuis 1988, il fait partie des vingt députés les plus absents de l'Assemblée nationale."

Pour les socialistes, le maire de Lyon reste à droite. "Il a voté contre toutes les grandes réformes gouvernementales", constate Paul Raveaud. D'ailleurs, Michel Noir reconnaît : "Je suis dans l'opposition." "L'opposition, c'est nous", lui rétorque Hervé Fabre-Aubrespy, son adversaire RPR de la deuxième circonscription. Bel imbroglio ! Le RPR local en a déjà fait les frais : il a implosé. Ses quatre principaux responsables départementaux ont été suspendus pour avoir apporté leur soutien à Noir et les neuf maires d'arrondissement appuient également ce dernier.

Paul Raveaud tirera-t-il profit de ces dissensions ? Il sait la victoire de Noir inéluctable mais il s'est fixé un double objectif, comme le socialiste Yvon Deschamps dans la circonscription voisine : être présent au second tour et contenir le Front national, relativement bien implanté dans la ville. Pour cela, il fait une campagne très politique : la gestion du pays, les réformes économiques et sociales du gouvernement "même s'il faut une nouvelle étape sociale", l'immigration, l'urbanisme et le logement... mais aussi la moralisation de la vie politique. A Lyon, le rénovateur n'est peut-être pas celui qu'on pense...

J.-P. B.

BREF... EN BREF... EN

■ **L'élection municipale de Clichy-sous-Bois confirme malheureusement les sondages. La liste de "l'indépendant" Deschamps déchu par ses ex-amis communistes (avec l'appui des socialistes) de sa mairie pour propos racistes arrive en tête avec 32,8% des voix, talonné par celle du Front national (29,3%) et celle de la majorité présidentielle (15,5%). Les autres listes sont éliminées. On notera tout particulièrement l'effondrement des listes du maire communiste sortant (8,9%) et du RPR (9,3%) alors que ces deux formations conduisaient les listes présentes au second tour il y a moins de deux ans. La connotation xénophobe des deux listes arrivées en tête ne pouvait laisser d'autre choix à la liste d'inspiration socialiste, conduite par Léon Testé, que de se maintenir.**

■ **"Compte tenu de la situation internationale", la session extraordinaire du Parlement est repoussée, avec le même ordre du jour, à la fin février.**
Les parlementaires auront à examiner le nouveau statut de la Corse (seconde lecture) ; le projet de loi d'orientation sur l'administration territoriale de la République ; le texte organisant la péréquation de la dotation globale de fonctionnement entre communes pauvres et riches ; le projet de loi prévoyant l'ouverture d'un concours exceptionnel de recrutement de magistrats.

■ La proposition de Charles Pasqua d'une garde nationale recrutée chez les appelés, que le sénateur RPR fixe à 70.000 hommes, s'avère bien irréaliste. Les volontaires du contingent pour faire leur service comme auxiliaires de police n'ont pas dépassé 3.500 sur les 4.400 prévus.

■ **Un groupement des Associations issues de l'immigration, le RAI, a vu le jour le 19 janvier. Réunissant des associations de jeunes de l'Ile-de-France, il s'inquiète des éventuelles conséquences de la guerre du Golfe sur la communauté maghrébine en France. Première initiative du RAI : mener une campagne contre la montée de l'intolérance et la recrudescence du racisme qui risque de se développer avec le conflit.**

■ Des personnalités juives et arabes, parmi lesquelles Théo Klein et Tahar Ben Jelloun, Abdelatif Laabi, André Azoulay et Ahmed Gayet, délégué national du PS aux Franco-Maghrébins, ont été reçues par le Premier ministre,Il les a assurées que toutes les mesures de sécurité, notamment près des lieux de culte, ont été prises. Appelée par deux associations qui ont contribué au rapprochement judéo-arabe, "Dialogues, Arabes et Juifs en France" et "Identité et Dialogue", les membres de la délégation se sont engagés à "maintenir le dialogue judéo-arabe dans le respect des positions et les solidarités respectives de chacun, dans le souci d'éviter tout conflit intercommunautaire préjudiciable pour l'ensemble de la communauté nationale française." De son côté, le premier secrétaire du PS a reçu le président du Conseil représentatif des institutions juives de France mardi. Il s'est entretenu mercredi avec une quinzaine de représentants des communautés juives et maghrébines sur les messages à faire passer dans la population. Appel au calme émis également par toutes les autorités religieuses.

■ **Divergences à l'intérieur de la FEN sur le conflit du Golfe. Alors que les syndicats à direction communiste, SNES en tête, multiplient les appels à l'arrêt des combats, la direction de la fédération et son principal syndicat, le SNI-PEGC, estiment que "renoncer à la force ici, c'est renoncer au droit, c'est accepter le retour de la barbarie."**

A NOS LECTEURS

Merci pour votre abondant courrier, il témoigne de votre intérêt. Mais trop souvent votre signature est illisible, ou vous oubliez même de nous donner votre adresse. Un conseil donc, si vous voulez que nous vous répondions : n'oubliez pas de joindre votre bande adresse à toute correspondance.

■

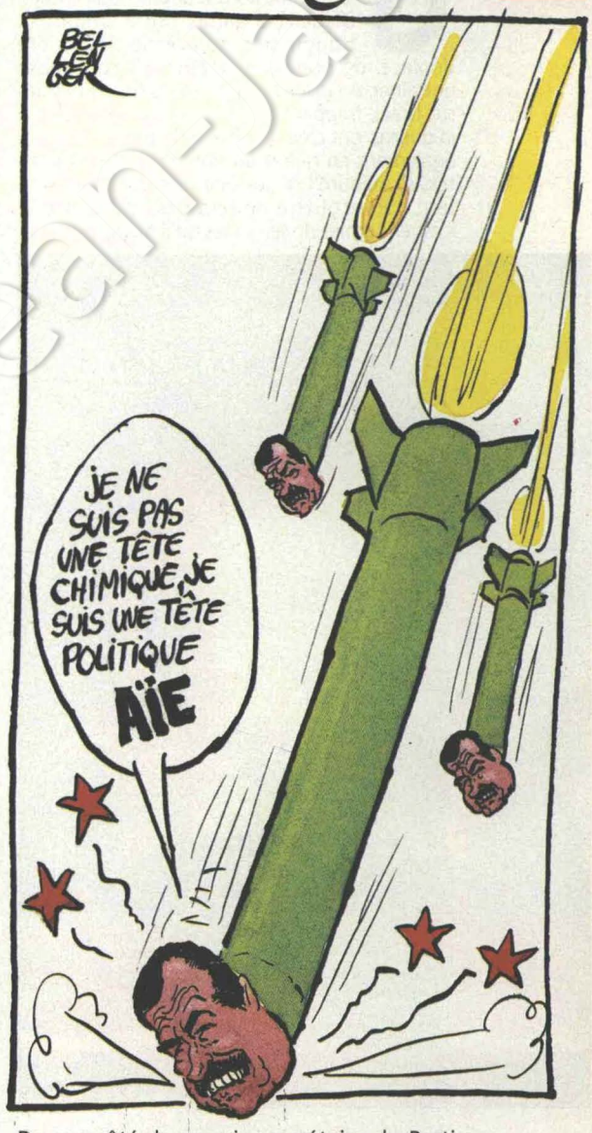
Vous souhaiteriez faire connaître "Vendredi" à vos parents, amis, collègues, relations ? Envoyez-nous leurs adresses, ou laissez un message sur le 36-14 PS : nous leur enverrons notre hebdomadaire, gratuitement, pendant 10 semaines.

LA CRISE DU GOLFE

Saddam Hussein entraîne le monde dans une guerre longue

Le dictateur de Bagdad sera donc resté jusqu'au bout sourd à la voix de la raison et aura pris le lourd risque d'engager son peuple et le monde dans un nouvel affrontement. D'ores et déjà cette guerre fait apparaître un certain nombre d'enseignements.

Dans la nuit du 16 au 17 janvier, comme l'y autorisait la résolution 678 de l'ONU, l'aviation américaine a opéré le premier bombardement de sites stratégiques à Bagdad. Dès la deuxième nuit, le dictateur irakien tentait de donner au conflit une autre dimension en envoyant des missiles Scud sur Israël, resté jusque-là à l'écart de la crise. Sa manœuvre a échoué : le sens de la responsabilité des dirigeants israéliens, refusant de tomber dans une provocation qui aurait pu faire éclater la coalition alliée et peut-être embraser la région, a permis, pour l'instant, d'éviter le pire. Les prises de position des gouvernements syrien et saoudien confirmant leur appartenance à la coalition, même en cas de riposte d'Israël, crée, comme le souligne Gérard Fuchs dans l'entretien ci-dessous "une situation irréversible" qui facilitera peut-être, dans l'avenir, la solution des tensions de cette région autour de la table des négociations.
Reste que, pour l'instant, les actions militaires intensives alliées n'ont pas encore, semble-il, affaibli significativement la capacité de resistance de l'armée irakienne et qu'une fraction de l'opinion arabe -notamment maghrébine- reste acquise à Saddam Hussein. La France a d'ailleurs dépêché François Scheer, secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, pour une brève tournée en Algérie, en Tunisie et au Maroc pour s'entretenir avec les responsables gouvernementaux des répercussions éventuelles de la guerre du Golfe sur les communautés maghrébines en France et les ressortissants français au Maghreb. François Scheer devrait aussi se rendre en Libye.



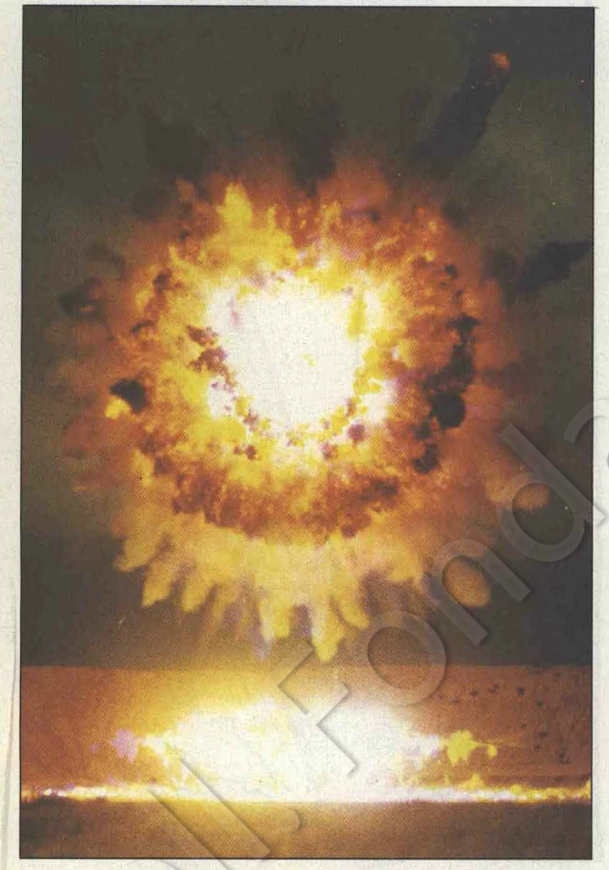
De son côté, le premier secrétaire du Parti socialiste, Pierre Mauroy, soucieux de préparer la construction de la paix future dans de bonnes conditions, conduira prochainement une délégation de socialistes français en Israël, afin d'approfondir avec les responsables de la gauche de ce pays les réflexions sur le déroulement du conflit et de jeter les bases d'une paix durable dans la région. De la même façon, devraient-ils, dans les semaines qui viennent, renforcer leurs échanges avec les partis de l'Internationale socialiste dans les pays arabes. Alors que les armes continuent de parler -peut-être pour quelque temps encore-, aux politiques de penser déjà à l'après.

Ghislaine Toutain

Gérard Fuchs : "la nécessité et les conditions de cette guerre appartiennent désormais à l'histoire"

Quels premiers enseignements peut-on tirer des premiers jours de la guerre ?

Gérard Fuchs, secrétaire national adjoint aux Affaires européennes et à la sécurité. Ce début de conflit nous a appris deux choses. D'abord, à garder notre sang-froid. L'optimisme du premier jour a été déplacé, de nombreux médias s'y sont laissé entraîner. A l'inverse, les premiers tirs de missiles sur Israël, frappant une population étrangère à la guerre, ont créé un effet symétrique, exagéré également en raison du nombre limité des victimes. Aujourd'hui, les opinions publiques sentent que la guerre ne sera pas courte et que c'est en termes de semaines qu'il faut y réfléchir.



▲ *Destruction d'un Scud par un missile Patriot*

Second enseignement : ceux qui doutaient encore du caractère de Saddam Hussein ont pu s'apercevoir, lors du premier tir de missiles Scud contre Tel-Aviv et Haïfa, qu'il ne reculerait devant aucun moyen pour tenter de renverser en sa faveur une situation militaire défavorable. La tentative d'impliquer Israël dans la guerre était une provocation à laquelle ses dirigeants ont su résister. Ce faisant, ils nous ont fait passer un cap important, car le scénario, sinon, devenait imprévisible. Nous ne devons pas exclure d'autres opérations, comme des actes de terrorisme, recherchant des effets psychologiques et politiques.

La preuve n'est-elle pas faite -et, par leur attitude, la Syrie et l'Arabie Saoudite le confirment- qu'au-delà de l'attaque contre Israël, Saddam Hussein voulait poursuivre la conquête d'autres Etats arabes ?

Dans la nuit du 16 au 17 janvier, quelque chose de tragique et d'irréversible s'est produit. L'irréversible, c'est la situation qui a été créée. Il n'est plus possible que les Syriens et les Saoudiens reviennent en arrière. J'espère aussi que ceux des militants socialistes qui se sont interrogés -et ils en avaient le droit- sur la nécessité et les conditions de cette guerre sentent que, désormais, ces questions appartiennent à l'histoire et que c'est à la suite qu'il faut, tous ensemble, réfléchir.

En se servant lâchement des prisonniers de guerre comme il l'a fait des otages, Saddam Hussein ne semble pas avoir impressionné les opinions publiques comme il l'escomptait...

L'opinion internationale et française a gardé le souvenir de cette image de Saddam Hussein, au mois d'août, caressant la tête d'un enfant blond pour montrer le bon traitement qu'il réservait aux otages. Cette image a plus fait pour révéler la réalité féroce du personnage que tout ce qui avait été rendu public auparavant. Ce n'est pas l'ignoble présentation de prisonniers, réalisée cette semaine, qui fera changer l'opinion.
Tous les lecteurs de "Vendredi" savent qui est Saddam Hussein : un dictateur qui n'a pas reculé devant les exécutions et les pendaisons pour asseoir son pouvoir, ni hésité à sacrifier 600 à 900.000 Irakiens pour étendre son territoire vers l'Iran au risque de ruiner un pays dont la richesse potentielle est extraordinaire.

Des mouvements pro-irakiens mettant la France en cause s'amplifient cependant au Maghreb...

Il y a, entre la France et le Maghreb, une vieille histoire d'amour et de haine, qui laisse peu de place à l'indifférence. Les mouvements -d'origine fondamentaliste- qui se manifestent dans certains pays maghrébins ne peuvent surprendre. Faisons en sorte qu'ils n'entraînent pas la totalité des populations. D'autant que c'est bien ce que veut Saddam Hussein.

En Israël, aussi, la France a été l'objet de critiques...

J'ai trouvé ces critiques inacceptables car, comme l'a rappelé François Mitterrand, depuis 1981, en tout cas, n'ont été vendus à l'Irak que des moyens de défense aérienne et ce, à un moment où soutenir ce pays contre l'Iran de Khomeiny était contribuer à assurer la sécurité d'Israël. Je crains que la vivacité de certaines réactions ne soit plus politique que militaire et reflète un refus de notre proposition d'une conférence internationale. En Israël aussi, même en cette période difficile, il y a une droite et une gauche.

Quel message adressez-vous aujourd'hui aux pacifistes ?

Je comprends qu'on ait envie de défiler avec la phrase de Prévert : "quelle connerie la guerre", car cette phrase est vraie. Mais à ceux qui participent à ces défilés, je ferai deux remarques.
Tout d'abord, quelle chose étrange qu'on y accuse Bush et Mitterrand et jamais Saddam Hussein dont personne ne peut contester que c'est lui qui a déclenché la guerre le 2 août dernier et qu'il n'a rien fait pour éviter l'escalade.
Et puis cette autre remarque, à laquelle je demande vraiment qu'on réfléchisse : si on avait laissé Saddam Hussein annexer le Koweït, quel aurait été l'avenir ?

Propos recueillis par G.T.

---

premier bilan militaire : à nuancer

Pour Pascal Boniface, il faut tempérer l'euphorie que manifestaient les alliés au premier matin des combats.

Le 17 janvier au matin, après que l'aviation de la coalition anti-irakienne eut, aux cours de 2.000 vols, déversé 18.000 tonnes de bombes sur l'Irak (soit plus que n'en avait reçu Hiroshima), l'état-major américain annonçait que le potentiel militaire irakien était "décimé". Après plus d'une semaine de guerre, et alors que l'Irak continue à recevoir quotidiennement le même déluge de feu, les mêmes officiels américains estimaient que la majorité du potentiel militaire irakien avait échappé à la destruction. Il y a donc manifestement une difficulté d'évaluation.
L'euphorie des alliés au premier matin des combats n'était qu'en partie justifiée militairement. Elle devait beaucoup au fait que l'aviation coalisée n'avait pratiquement pas subi de perte, ce qui était une réelle performance, vu le nombre de raids lancés. Mais si des coups très durs ont été portés aux pistes d'aérodromes, centres de communication, radars, dépôts de munitions, etc., les avions irakiens ont, pour leur part, échappé à la destruction parce que, loin de prendre l'air pour participer au combat, ils sont restés soigneusement à l'abri dans des caches fortifiées.
Le dispositif terrestre irakien au Koweït et ses nombreux tanks n'ont pour l'heure pas subi de fortes attaques.
La faiblesse relative des pertes militaires irakiennes ne peut cependant pas laisser penser que Saddam Hussein est en mesure de renverser le cours des combats. Il a militairement déjà perdu la guerre, la seule inconnue qui demeure est de savoir combien de temps encore il peut tenir tête. Politiquement, il a déjà réussi là où Nasser avait échoué :
- tenir tête, non pas seulement à Israël, mais à une coalition internationale menée par les Etats-Unis pendant plus d'une semaine ;
- frapper au cœur des villes israéliennes.
Quelles sont encore les capacités irakiennes ?
• Nucléaire. On a beaucoup parlé des capacités nucléaires de l'Irak. Il est évident qu'il ne déplairait pas à l'Irak d'entrer dans le club fermé des puissances nucléaires et que, bien que faisant partie du traité de non-prolifération des armes nucléaires, il tente par divers

moyens de se procurer "l'arme suprême". Mais, d'après les renseignements, la communauté des experts estime qu'il aurait fallu cinq à dix ans encore à l'Irak pour y parvenir. Il est clair que la destruction des installations irakiennes par les Etats-Unis va singulièrement en allonger le délai. Israël restera donc encore longtemps le seul Etat nucléaire de la région.

• Chimique. On le sait, l'Irak a des armes chimiques et n'a pas hésité -au mépris du droit international- à s'en servir contre l'Iran et contre sa population.

Le spectre de l'utilisation de l'arme chimique pèse donc toujours. Il semble, en revanche, que l'Irak ne sache pas adapter ses armes chimiques sur ses missiles. L'utilisation éventuelle de ces armes particulièrement terribles pourrait se faire dans une autre phase de la guerre, à partir d'avions, d'hélicoptères ou, plus facilement encore, d'artillerie.

• Les missiles. Les missiles Scud-B que possède l'Irak ont beaucoup fait parler d'eux. Les missiles sur rampes fixes ou mobiles n'ont pas, à l'heure où sont écrites ces lignes, tous été détruits. Mais il ne doit pas en rester beaucoup et, au-delà de leur incontestable impact psychologique, leurs effets militaires ne sont pas aussi importants que l'aurait souhaité Bagdad, malgré les dizaines de victimes qu'il faut malheureusement déplorer.

• L'aviation. Saddam Hussein a épargné son aviation. Mais à quoi ses avions peuvent-ils servir, si la plupart d'entre eux ne peuvent décoller faute de piste en bon état ? Les sapeurs irakiens sont, certes, en mesure de réparer les pistes en vingt-quatre heures. Elles seront aussitôt détruites de nouveau. De plus, si les avions irakiens n'ont pas été au combat, ce n'est pas le fait du hasard. Sur les soixante-huit avions de combat dont il dispose, il n'y a que trente Mirage F1 et trente Mirage 29 qui soient "dernier cri".

• Armée de terre. C'est là que réside la force de Saddam Hussein, avec ses 5.500 pièces d'artillerie. Ce sont ces forces qui seront mises en action lors des combats terrestres et qui sont susceptibles d'infliger de lourds dommages aux alliés.

Pascal Boniface
président de l'Institut des relations internationales et stratégiques (IRIS)

pacifisme : du veston de Briand à la vareuse de Laval

Le pacifisme d'aujourd'hui est-il le même que celui d'hier ? Les manifestations du pacifisme français montrent que les traditions historiques résistent au temps.

Samedi dernier à la Madeleine, le défilé antiguerre n'aura rassemblé que quelques dizaines de personnes. Le plus inquiétant pour la branche du courant pacifiste qui manifestait n'est pas que cette faible mobilisation soit un indice de l'état actuel de l'opinion française. Elle peut se retourner si le conflit dure. Mais d'illustrer une donnée déjà existante dans l'importante manifestation du 12 janvier : l'hégémonie du pacifisme de tradition communiste sur le mouvement français.

La France n'a pas la primauté de la protestation pacifiste en Europe. Mais son pacifisme vient de loin. Peut-être faudrait-il parler des pacifismes, tant les motivations et les buts sont différents. Les protestataires se rassemblent autour du slogan "Quelle connerie la guerre !" mis en exergue à presque toutes les pages de "L'Humanité". Mais la tradition communiste n'a rien à voir avec le doux anarchisme de Prévert. "La question de la guerre divise déjà le congrès de Tours, rappelle Stéphane Courtois, historien. La boucherie de 1914 pèse sur les sentiments pacifistes de la gauche qui vont être captés et utilisés par le PCF à partir de 1928 en fonction des intérêts de la politique soviétique. Il s'agit d'une pure instrumentalisation. Les communistes légitiment la violence révolutionnaire et ne sont pas par principe contre la guerre. Elle peut même être excellente, comme en Afghanistan. Aujourd'hui, la détente ayant vidé de son contenu l'appel des cent, la carte du pacifisme joue à fond sur un ressort intérieur, l'opposition aux socialistes et le renflouage du Parti, et sur un ressort international, l'antiaméricanisme le plus forcené regonflant les militants comme, au dernier congrès, l'appui frénétique à Cuba."

"C'est parce que vous êtes pour cette guerre de brigandage capitaliste que vous vous placez, Blum, à la tête de la campagne antisoviétique, anticommuniste... Vous nous demandez de renier l'Internationale communiste et de vous suivre sous votre drapeau d'Union sacrée pour la guerre impérialiste... En ces jours de guerre, nous sommes fiers et heureux que, dans tous les pays du vieux monde capitaliste, des centaines de milliers d'adhérents de notre Internationale luttent avec nous, communistes français, contre leurs propres impérialistes, fauteurs de guerre, et leurs meilleurs valets, les sociaux-démocrates de votre espèce...", écrit André Marty, le 4 octobre 1939, en plein pacte germano-soviétique. L'antiaméricanisme, la guerre impérialiste : les thèmes sont ceux du PC comme de l'extrême gauche, notamment des trotskystes. La tendance de Marceau Pivert dans la SFIO, la Gauche révolutionnaire, renvoie dos à dos les impérialismes franco-anglais et fasciste en juin 1938.

S'ils utilisent tous les ressorts sensibles, ces courants ont une indignation sélective. Exactions et atteintes aux droits de l'homme n'ont de réalité que si elles émanent de leur adversaire désigné. Elles sont minimisées pour peu que la violence soit qualifiée de légitime ou de révolutionnaire. Etranges pacifistes qui, comme Renaud, voudraient bombarder la Maison Blanche ou combattre avec les Palestiniens.

L'autre tradition pacifiste française témoigne de plus de sincérité. Très présent dans les syndicats, notamment à la CGT et chez les instituteurs, le pacifisme divise entre les deux guerres la SFIO. Le débat oppose Blum et Paul Faure, secrétaire général du Parti, un temps sur la même ligne pacifiste. Mais, plus les événements se précipitent, plus le fossé s'élargit. Après Munich, Blum écrit qu'il se sent partagé entre le lâche soulagement et la honte. Si la SFIO approuve Munich, "pour Blum, il faut profiter de ce répit pour aller plus loin, pour négocier, en associant à ces négociations l'URSS, analyse Denis Lefebvre, secrétaire général adjoint de l'Office universitaire de recherche socialiste. Or, cela, les amis de Paul Faure ne l'acceptent pas du tout. Les "pacifistes" pensent qu'il suffit de vouloir s'entendre avec un dictateur pour y parvenir ; ils estiment que l'Allemagne a été victime du traité de Versailles, qu'il est naturel de lui faire des concessions. Ils ne voient pas plus loin que les frontières du pays, les seules à défendre. Ils ne croient pas à la sécurité collective, se méfient des pactes mutuels qui, dans leur esprit, ne peuvent qu'entraîner la guerre."

Opposition illustrée par cet échange entre Blum et le fauriste L'Hedever en juin 1938 : "Je sais très bien qu'aller jusqu'au bout de l'idée de la sécurité collective, c'est accepter un risque de guerre. (...) Je dis cela comme un homme qu'on pourra appeler "Blum la Guerre", tant qu'on voudra, mais qui, je vous assure, n'a pas changé. Je dis que, pour éviter la guerre, il faut dans certains moments accepter d'en courir le risque. Et cela n'est pas admettre dans mon esprit l'idée de la guerre fatale." L'Hedever interrompt alors Blum et déclare : "Jusqu'au dernier moment, je n'accepte pas l'idée de la guerre." On prête à Paul Faure la déclaration : "S'il le fallait, nous signerions un pacte avec le diable". Ce "tout plutôt que la guerre" se révèle extrêmement dangereux. Il amène Paul Faure et certains de ses amis à collaborer. Belin, leader de la minorité pacifiste de la CGT, deviendra ministre du maréchal Pétain. Certains se réfugient dans leur tour d'ivoire, à l'image de l'écologiste avant la lettre Giono qui écrit en 1935 : "J'aime mieux être Allemand vivant que Français mort." Laval, Doriot, Déat, qui signe le fracassant article de l'Œuvre, "Mourir pour Dantzig", transfuges de la gauche et ardents pacifistes glissent dans la fascination pour le totalitaris-



me. Règle qui souffre des exceptions, notamment les quelques socialistes qui s'engagent dans la Résistance malgré leur vote des pleins pouvoirs au maréchal Pétain.

La référence à la période de l'avant-guerre, que Munich symbolise, restera une référence, profonde chez ceux qui l'ont vécue.

Roland Dumas n'a-t-il pas dit, avant l'expiration de l'ultimatum : "On veut porter le veston de Briand et on se retrouve dans la vareuse de Laval" ? Un certain pacifisme, celui qui veut que la guerre ne soit jamais une solution, comme disent les Verts, est devenu quelque peu suspect. D'autres références, les guerres coloniales, Suez, la guerre du Viêt-Nam, jouent pour les opposants à l'engagement français. L'appréciation que l'on fait de Saddam Hussein, de sa stratégie, de sa responsabilité dans le déclenchement du conflit, selon que l'on fait de lui une chambre d'écho du tiers monde ou un conquérant décidé à assurer sa mainmise sur le monde arabe, change plus les perspectives qu'un pacifisme à tout prix dont on a pu mesurer les funestes conséquences.

Bernard Chaouat



quelle est la politique de Moscou pour les pays baltes ?

▲ *Photo ci-dessus : Moscou, 19 janvier, des centaines de milliers de Soviétiques expriment leur inquiétude.*

Le sanglant harcèlement des gouvernements légitimes des républiques baltes, menacées d'être placées sous "administration présidentielle", se poursuit. Des centaines de milliers de Moscovites ont exprimé dans les rues de la capitale l'inquiétude de nombreux Soviétiques. Tandis que le président de l'Union, garant de l'Etat de droit qu'il affirme toujours vouloir établir, nie "toute responsabilité dans les derniers événements baltes"...

Après les cinq morts de Riga (Lettonie), qui s'ajoutent aux quatorze victimes du massacre perpétré à Vilnius quelques jours plus tôt, beaucoup s'interrogent : mais quel est donc le but poursuivi par les autorités soviétiques ? Pourquoi avoir choisi la région la plus policée d'une Union profondément déstabilisée par la multiplication des conflits internes dans les républiques périphériques (Ossétie, en Géorgie ; "République gagaouze", en Moldovie) ? Alors que le pouvoir central ne parvient toujours pas à faire cesser les conflits armés qui opposent certaines républiques sur fond d'insécurité générale. Sous couvert "d'administration présidentielle", ne s'agit-il pas pour Moscou d'engager un processus de "normalisation" afin de contrôler une situation de plus en plus mal maîtrisée ? Apparaître comme le garant de l'ordre, c'est tenter de retrouver la légitimité perdue d'un système en crise, désormais mis en cause dans ses fondements mêmes jusqu'au centre de l'empire. Dans ces conditions, l'insécurité peut être un atout, quitte à la susciter... Dans un tel scénario, les Baltes font désordre : par leur calme et leur détermination, ils démontrent leur capacité à prendre en mains leur destin. Mettre au pas la Lettonie, la Lituanie et l'Estonie, c'est aussi vouloir étouffer dans l'œuf le mouvement de démocratisation et d'émancipation là où ses résultats étaient peut-être les plus probants.

Chaque heure qui passe rend la situation plus explosive. En Russie, des voix de plus en plus nombreuses se font entendre pour critiquer une politique qui pourrait conduire, pour reprendre l'expression d'un membre du comité central du PCUS, Otto Latsis, à un "Tchernobyl politique". L'unique capital dont disposait encore Mikhaïl Gorbatchev, la confiance, semble aujourd'hui irrémédiablement dilapidé. Pour des populations profondément traumatisées, ces plaies ne seront pas refermées avant longtemps, rendant la recherche d'une solution encore plus ardue.
L'avenir de la perestroïka se joue sur les rives de la Baltique. A l'heure où le bras de fer engagé par les démocraties dans le Golfe pourrait faire écran, il faut être vigilant... et solidaire.

Charles Urjewicz

BREF... EN BREF... EN

■ ***Les leaders de l'Union des PS européens*** **se sont réunis à Bruxelles le 20 janvier pour faire un double tour d'horizon, quelques jours après le début de la guerre du Golfe. Il s'agissait de préciser les formes de l'implication militaire de chaque pays et les possibilités -ou non- d'arrêter encore le conflit en cours. Seul le SPD allemand semblait nourrir encore quelque espoir...**

■ *Plusieurs attentats* contre divers pays de la coalition anti-irakienne ont été perpétrés dans le monde, alors que les arrestations de terroristes présumés se multiplient.
• A Bangkok, des unités armées thaïlandaises ont pris position aux abords de certaines ambassades occidentales, notamment celle des Etats-Unis.
• Au Pakistan, un attentat à la bombe a fait cinq morts et cinquante blessés à Rawalpindi.
• En Grèce, la police a interpellé douze Irakiens et cinq Jordaniens, afin de "prévenir" "d'éventuelles actions terroristes".

■ ***Douze diplomates irakiens expulsés de France.*** **Après la Grande-Bretagne, l'Italie, la Grèce, la Belgique, le Canada, le Quai d'Orsay a renvoyé douze membres de la représentation irakienne et leurs familles. A l'ambassade d'Irak à Paris, il ne resterait que cinq personnes, dont l'ambassadeur.**

■ *Le groupe des sept pays les plus industrialisés* s'est réuni pour la première fois de son histoire dans un contexte de grave crise internationale. Les Sept notent que si la croissance de toutes leurs économies s'est ralentie, l'expansion de l'économie mondiale se poursuit et on peut s'attendre à une reprise de l'activité dans l'année... En outre, "les ministres des finances et les gouverneurs des banques centrales sont prêts à réagir de façon appropriée pour maintenir la stabilité des marchés financiers internationaux".

■ ***Le Japon augmente sa contribution financière*** **à l'effort de guerre dans le Golfe avec le versement direct de deux milliards de dollars à la coalition anti-irakienne et d'une somme identique pour les pays de "la ligne de front" (Jordanie, Egypte, Turquie), victimes indirectes du conflit.**

Elections régionales en Hesse : coup de semonce pour Helmut Kohl

Première consultation électorale en Allemagne depuis le 2 décembre, le scrutin de dimanche dernier en Hesse avait valeur de test. En renvoyant la coalition conservatrice dans l'opposition, les électeurs ont manifesté leur scepticisme à l'égard de la politique menée par Helmut Kohl. Les sociaux-démocrates retrouvent la majorité et un peu de la confiance perdue lors des élections générales.

Seule formation à enregistrer une baisse significative, la CDU perd donc le land de Hesse qu'elle avait enlevé à la coalition SPD-Verts en 1987.
Cet échec s'explique tout d'abord par la mauvaise image du ministre-président chrétien-démocrate Walter Wallmann, impliqué dans plusieurs scandales au cours des derniers mois.
Il est dû également à l'irritation des Allemands face aux tergiversations des partis au pouvoir à Bonn. Chrétiens-démocrates, libéraux et chrétiens-sociaux bavarois ne sont en effet parvenus à un accord de gouvernement qu'à la mi-janvier, soit six semaines après les élections générales. Le nouveau cabinet conservateur a, en outre, décidé d'ores et déjà l'augmentation sensible de certaines taxes et la création de nouveaux prélèvements, ce qui contredit l'engagement qu'avait pris le candidat Kohl de ne pas alourdir la pression fiscale.
Autre raison probable, la guerre du Golfe, qui a contribué à mobiliser l'électorat social-démocrate et surtout celui des écolo-pacifistes. Avec près de 9% des voix, les Verts obtiennent un résultat qu'ils n'espéraient plus au lendemain de leur déroute du 2 décembre.

Le SPD redevient donc la première force politique du land. Mais il ne peut gouverner seul et se voit contraint de composer avec les Verts, ce qui n'ira pas sans difficultés, même si le chef de file écologiste en Hesse, Joschka Fischer, est un partisan déclaré d'une alliance avec les sociaux-démocrates. Nous verrons dans les prochains jours si les deux formations sont en mesure de parvenir à un compromis viable, malgré le douloureux échec de l'expérience berlinoise et l'opposition de la direction nationale des Verts.
Quoi qu'il en soit, ce scrutin est porteur d'espoir pour le SPD. Il permet de rétablir l'équilibre en sa faveur, notamment au sein du Bundesrat (1) où il dispose désormais de 33 voix contre 35 à la CDU (29 contre 39 précédemment). Mais il montre surtout que, contrairement aux affirmations de certains, l'électorat allemand reste sensible aux idées social-démocrates.

Joël Bianco

(1) Chambre haute du Parlement allemand, composée de représentants désignés par les gouvernements des seize Etats fédéraux.

LA MEDECINE LIBERALE ET SON AVENIR

Dossier préparé par Claude Polak

Pléthore médicale, inégalité des revenus, syndicats divisés, progrès technologiques galopants, nécessaire maîtrise des dépenses de santé, autant de facteurs de turbulence dans cette profession en profonde mutation.

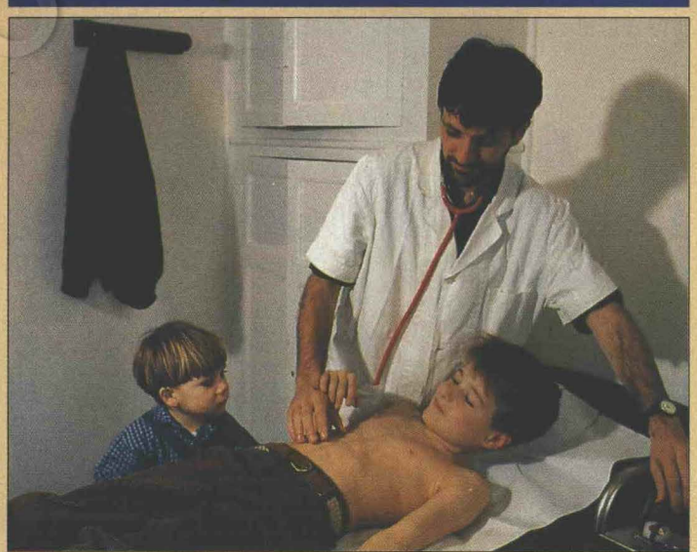
Trop de médecins, dépenses de santé en augmentation de 10% par an, inadaptation de l'enseignement aux progrès technologiques, articulation insuffisante entre la médecine générale, la médecine spécialisée et l'hôpital. Devant cette situation difficile, Claude Evin, choisissant la concertation, a demandé un rapport, que Philippe Lazar, directeur général de l'Institut national de la recherche médicale (INSERM), lui a remis à la fin de 1990.

Quelques principes fondamentaux, auxquels les Français sont attachés, doivent être respectés : liberté de choix, de prescription et d'installation. Qualité de notre médecine libérale, reconnue comme l'une des meilleures. Egalité devant la maladie, ce qui repose la question des secteurs I et II. Nécessaire solidarité, ce qui pose celle du budget de la Sécurité sociale.

Bien que contesté par certains, c'est le nombre excessif de médecins qui est au centre des préoccupations, car il entraîne une concurrence croissante et une inflation des prescriptions. Il y aurait, selon les appréciations, 20 à 50.000 médecins en trop à la fin du siècle. Quatre solutions sont habituellement proposées : continuer à réduire le nombre d'étudiants en médecine, favoriser leur reconversion ainsi que celle de médecins déjà formés, enfin stimuler les départs anticipés à la retraite. Avec 4.000 médecins reçus par an, la situation se stabiliserait à terme à un nombre raisonnable de 130 à 140.000 médecins. Philippe Lazar propose une cinquième solution : le développement de la médecine d'intérêt collectif. Médecine préventive, scolaire, de travail, de l'environnement, etc. On compte actuellement 1.500 médecins scolaires, il en faudrait dix fois plus, de même que dans les autres disciplines précitées. 30 à 50.000 fonctions médicales d'intérêt collectif peuvent être créées d'ici à dix ans. Carence en ce domaine et crise démographique seraient du même coup résolues. La création de 5.000 postes par an équivaudrait à 1/2 point du budget de la Sécurité sociale et serait compensée par une diminution des prescriptions.

A propos de la rémunération des médecins, le rapport propose un système incitatif pour le secteur I. Actuellement, deux secteurs coexistent. Dans le premier, les médecins prennent un tarif obligatoire, remboursé à 75% par la Sécurité sociale, dans le second, les honoraires sont libres. Le choix du secteur est une décision personnelle du médecin, sans rapport avec les titres ou la compétence. Depuis la convention de 1990, le passage au secteur I n'est plus possible. Philippe Lazar propose de maintenir les deux secteurs car, dit-il, "nous sommes dans une économie mixte." Mais il suggère, pour le secteur I, des décharges indirectes d'ordre fiscal, des primes d'installation pour assurer une meilleure répartition géographique et une capacité de ➥

LE RAPPORT LAZAR
12 propositions pour le renouveau de la médecine libérale



▲ *Qualité de la médecine. Egalité devant la maladie.*

1991

Une année décisive

Outre la prise en compte des propositions du rapport Lazar, 1991 devrait voir l'aboutissement de nombreux projets. La réforme hospitalière, attendue depuis de nombreuses années, a été mise en chantier en octobre 1989 par la mission Couty. Le projet de loi a été adopté en conseil des ministres en décembre 1990. Il prévoit une refonte globale du système hospitalier français, notamment une nouvelle planification à la fois nationale et régionale de l'offre de soins, une plus grande autonomie financière des établissements publics et une réorganisation des structures de soins à l'hôpital pour faciliter l'expression du personnel. Il devrait être discuté et adopté par l'Assemblée nationale au cours de la première session de 1991.

La convention médicale, dans l'impasse depuis le refus du gouvernement d'augmenter de 5 F le tarif des consultations, devrait être réactivée, si cette décision n'a été que différée.

Grande année aussi pour les médicaments. En effet, le Premier ministre a confié à Jean Weber la mission de préparer la réforme de fixation des prix pharmaceutiques. Une agence du médicament devrait être créée cette année. Elle grouperait l'ensemble des commissions qui s'y consacrent : pharmacovigilance, autorisation de mise sur le marché, transparence.

Enfin, un rapport sur la réforme du Conseil de l'Ordre vient d'être remis par le Dr Terquem. Sa dissolution figurait dans les 110 propositions de François Mitterrand en 1981, mais il a fallu y renoncer, la grande majorité des médecins étant favorable à son maintien. Le Dr Terquem propose des élections au scrutin proportionnel, le raccourcissement de certaines fonctions et la publicité des débats devant les instances disciplinaires. Réforme de compromis qui ne diminue pas les prérogatives de l'Ordre, mais tend à le démocratiser.

promotion interne. Inversement, dans le secteur à honoraires libres, plus il y aurait dépassement, plus le remboursement irait en décroissant. On peut se demander s'il ne serait pas préférable de revenir à un seul secteur, pour éviter d'accroître les inégalités : d'un côté, des médecins et des patients riches ; de l'autre, des médecins et des patients pauvres. Une enquête menée par le CREDES (Centre de recherche, d'étude et de documentation en économie de la santé) révèle que plus de 3.000 médecins gagnent moins de 4.700 F mensuels après impôt, et que près de 5.400 généralistes disposent de moins de 7.000 F par mois avant impôt. Or, parmi ceux-ci, 92% ont opté pour le secteur I conventionné. Pourquoi ne pas rémunérer les médecins de façon égale et revenir à un seul secteur : la même médecine pour tous ? On pourrait, par exemple, revaloriser le secteur I et supprimer le secteur II qu'on remplacerait par un droit à dépassement fondé sur des critères de qualité tels que titres hospitaliers ou universitaires, travaux ou recherches. Ce droit serait révisable périodiquement.

La maîtrise des dépenses de santé est plus que jamais un impératif pour l'économie nationale. Il faut inciter les médecins à mettre fin d'eux-mêmes à la surprescription, malgré la forte pression des patients qui s'exerce sur eux. Le rapport propose de créer des structures de dialogue pour mettre fin à l'esprit de concurrence.

Il propose enfin le développement des relations entre la médecine libérale et l'hôpital, la mise en route rapide d'une réforme des études médicales qui adapte, entre autres, la formation initiale aux nouvelles fonctions d'intérêt collectif.

Dans l'ensemble, le rapport Lazar a été bien accueilli, en particulier par les syndicats médicaux. Il ouvre des perspectives nouvelles à la réforme du système de soins annoncée par le Premier ministre en novembre dernier.

C.P.



JEUNES MEDECINS : LA GALERE

Grand, brun, boucle d'or à l'oreille, chemise rouge et pantalon de velours noir, Dominique n'a pas vraiment le style traditionnel du médecin de quartier. Sorti de fac en 1987, il exerce depuis 1989, à Paris, rue Lepic, au cœur de Montmartre. S'installer dans la capitale, une véritable gageure ! Comment y arrive-t-on ?

"On rame", répond tout simplement Dominique. D'abord pour trouver un local : celui de Dominique lui coûte 6.000 F par mois. Ensuite, il faut du matériel, une table d'examens, un bureau, trois chaises, un ordinateur, un électrocadiographe, quelques stéthoscopes, un tensiomètre... "Pas grand-chose, le minimum." Dominique a quand même eu besoin de 140.000 F qu'il a obtenus de sa banque après bien des difficultés : "Terminée l'époque où les banquiers s'arrachaient nos faveurs. Maintenant, il faut une caution. Si vous n'avez pas une famille aisée, elles vous claquent la porte au nez !" Un vrai parcours du combattant au bout duquel il reste, évidemment, le plus difficile : se faire une clientèle. La publicité ? Interdite, de même que les cartes de visite dans les boîtes aux lettres. "Alors, on traîne dans le quartier, on hante les cafés." Dominique sort son agenda : "Mes quatre premiers rendez-vous ? Trois copains et un voisin. La semaine suivante, rien. J'ai commencé à avoir peur... Finalement, le premier mois, j'ai fait 4.277 F de chiffre d'affaires." Dur quand, entre la cotisation de retraite, les assurances, les remboursements... on a 13.000 F de frais fixes. Depuis, le bouche à oreille a joué. Dominique voit en moyenne dix-huit patients par jour et gagne net 10.000 F par mois. "Je suis un médecin heureux", sourit-il, en ajoutant : "Qu'on ne me parle pas du gouffre de la Sécu ! Les consultations représentent à peine 3% des dépenses de santé. Quant à la pléthore d'examens qu'on nous accuse de prescrire, vaut-il mieux envoyer les gens à l'hôpital, à 2.000 F la journée ?"

Heureux, Alain l'est nettement moins : "M'installer, à Paris, c'est quasiment suicidaire. Les copains qui l'ont fait ont fermé au bout de trois ans. Partir en province ? Les gens ne nous acceptent pas, ils préfèrent faire 20 kilomètres en voiture pour voir le fils de l'ancien médecin. On reste le Parigot." Pour vivre, Alain fait des gardes dans une clinique. "Le seul endroit où on peut bosser. A l'hôpital, tout est bouché et on ne trouve même plus de remplacements." "Il y a trop de médecins, analyse Pascal, médecin de campagne dans le Nord. On est piégé dans un système de course à l'acte. A 90 F la consultation, on ne peut pas faire de vraie médecine." Haro aussi sur les médias. Pascal, qui vient de s'installer dans une petite cité-dortoir des Yvelines, s'insurge : "Les gens croient savoir ce qu'ils ont, ce qui leur faut. Dès qu'ils sont fatigués, ils pensent au sida et exigent des sérologies. La surenchère d'examens ? Nous ne sommes pas seuls responsables." Les médecins aussi en ont marre de la galère.

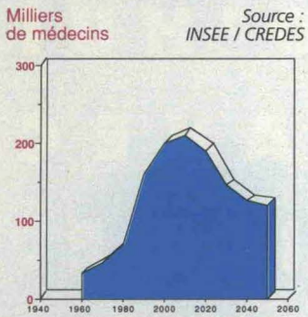
Patricia Jaffray



■ Les dépenses de santé ■

En 1989, 160.000 médecins exerçaient en France, soit 290 pour 100.000 habitants. En 10 ans (1979-1989) une augmentation de 56%.

DEMOGRAPHIE



▲ *A partir de l'an 2000, les chiffres sont calculés en fonction d'un numerus clausus à 4.100 (nbre d'étudiants admis en fac de médecine)*

Le nombre de médecins devrait croître de 25% d'ici à 20 ans, à condition que le nombre d'étudiants en médecine (numerus clausus) reste fixé à 4.100 par an. Si l'on considère que les chiffres actuels excèdent d'environ 20.000 ceux qui paraissent souhaitables pour répondre aux besoins de la population, ce n'est que vers 2031 qu'on retrouverait environ 145.000 médecins.

CONSOMMATION

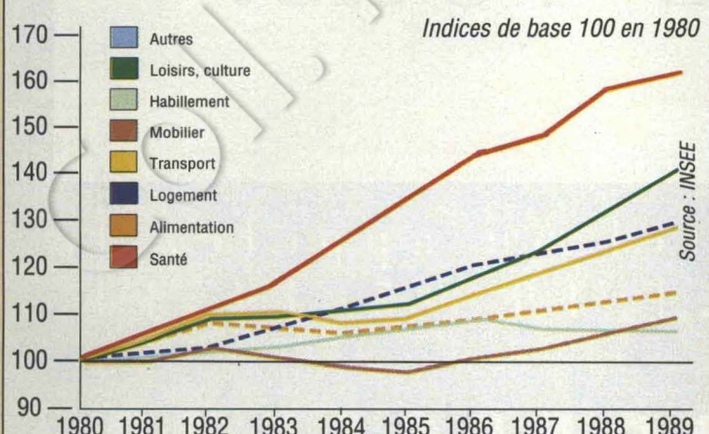
En 1988, la consommation médicale a atteint 462 milliards de F, soit 8.270 F par habitant, en progression de 8,8% par rapport à 1987. La part de cette consommation par rapport au PIB (produit intérieur brut) est passée de 5,3% en 1970 à 8,2% en 1990.
Le graphique ci-dessous montre que la consommation médicale croît plus vite que les autres dépenses des ménages. Elle est passée de 8 à 11% entre 1970 et 1987. Elle pourrait atteindre 20% en l'an 2000.

Les dépenses d'hospitalisation étaient de 220 milliards de F en 1988. Elles représentaient à peu près la moitié des dépenses de santé. Elles sont stables depuis 1984, du fait d'une politique drastique des rémunérations et des effectifs.

L'ACTIVITÉ DU GÉNÉRALISTE

Un sondage pratiqué en Europe par Eurotop, en juillet dernier, montre qu'avec 20 malades par jour, le généraliste français est celui qui voit le moins de patients. En Allemagne, où le tiers-payant est généralisé et sans ticket modérateur, on compte 50 actes quotidiens, 30 en Italie et 34 au Royaume-Uni. Le médecin français consacre en moyenne 18 minutes à chaque patient, soit le double de son homologue allemand.
En outre, une étude du CREDES indique que le nombre d'actes effectués par chaque omnipraticien n'a pas augmenté en 10 ans : 4.794 en 1980, 4.813 en 1989.
Les dépenses de médecine ambulatoire (par opposition à la médecine hospitalière) qui concernent médecine générale, médecine spécialisée, soins dentaires, examens de laboratoire, pharmacie, optique, représentaient 226 milliards en 1988. Ces dépenses sont en constante augmentation : 12% de plus qu'en 1987. Cette progression est en rapport avec la croissance des actes, elle-même fonction de l'augmentation du nombre des praticiens. Or, malgré le numerus clausus qui a ramené le nombre maximal d'étudiants de 8.500 en 1971 à 4.000 en 1988, les effectifs totaux (160.000 en 1990) devraient encore croître de 40.000 d'ici à l'an 2005.

Croissance de la consommation par catégorie de dépenses



LES SOCIALISTES ET LA MEDECINE LIBERALE

Le Parti socialiste s'est donné les moyens d'une réflexion approfondie pour préparer le socialisme de l'an 2000. Entretien avec le Dr Claude Pigement, délégué national à la Santé au Parti socialiste.

"Vendredi". Quelle appréciation portez-vous sur la situation actuelle?
L'organisation de la médecine libérale est en crise. La convention médicale, actuellement en cours depuis avril 1990, est bien malade. En dehors de l'instauration d'une formation médicale continue indemnisée qui représente une réelle avancée, la politique contractuelle entre les caisses de sécurité sociale et les syndicats médicaux se vide de sa substance. Cet échec s'explique par trois raisons.
- *Crise de représentativité des syndicats médicaux, excepté MG France pour les généralistes.*
- *Incapacité pour la Caisse nationale d'assurance maladie d'arrêter une politique cohérente.*
- *Crise de confiance des professions de santé envers le pouvoir politique.*

Le malaise du corps médical est alimenté par une banalisation de la profession, particulièrement pour les médecins généralistes. La reconstruction d'une politique contractuelle entre la Sécurité sociale et les médecins devient une urgence.
Pour cela, il faut revivifier la convention médicale en définissant avec les médecins des perspectives professionnelles attrayantes intégrant une maîtrise concertée des dépenses de santé.

Le système actuel ne risque-t-il pas de conduire à l'instauration d'une médecine à deux vitesses ?
La création en 1980 du secteur II à honoraires libres, qui devait rester marginal, "soupape de sécurité" pour la convention, a eu des effets pervers. Actuellement, près d'un médecin sur trois peut dépasser les honoraires conventionnels remboursés à 75% aux patients.
Plus grave encore, dans de nombreuses villes, il n'existe plus aucun médecin appliquant les tarifs conventionnels particulièrement en ORL, rhumatologie, chirurgie, ophtalmologie, cardiologie et gynécologie. Dans ces localités, le libre choix du médecin par le malade n'existe plus et l'égalité d'accès aux soins est illusoire.
Le gel de l'accès au secteur II pour de nouveaux médecins, instauré pour deux ans par la convention signée au printemps 1990, a bloqué cette dérive. Il n'a pas résolu pour autant le problème de fond dont la solution passe par une réelle revalorisation de l'activité en secteur I à tarif strictement conventionné.

Quelle est la position du Parti socialiste sur la rémunération du médecin libéral ?
Actuellement, l'activité du médecin libéral est rémunérée à l'acte. Le débat sur le paiement à l'acte a été pollué dans les années 70-80 par des présupposés idéologiques. Les médecins libéraux prennent progressivement conscience que cette forme de rémunération ne peut suffire à répondre à une approche médico-sociale de la santé. Dans cette perspective, des expériences mises sur pied avec les professionnels de santé intéressés devraient être lancées :
- *contrats de santé par abonnement de patients chez un médecin généraliste avec accès au tiers-payant, permettant une meilleure cohérence de la délivrance des soins à travers des filières de soins ;*
- *rémunération forfaitaire dans le cadre d'activités d'intérêt collectif comme la prévention, l'éducation sanitaire, l'évaluation et plus largement toutes les activités de santé publique.*

Quel serait le portrait du médecin libéral, tel qu'il pourrait figurer dans le Projet socialiste de l'an 2000 ?
Il ne peut exister un unique portrait du médecin libéral. La crise de la médecine libérale y trouve peut-être son origine. Actuellement, le corps médical, à l'image de son syndicalisme, est totalement éclaté : qu'y a-t-il de commun entre un radiologue, véritable chef d'entreprise et un médecin scolaire ?
Quoi de commun entre un chirurgien aisé d'une clinique privée et un généraliste smicard parmi les quelque 3.000 que dénombre une étude récente. Pour unifier le corps médical, il faut lui donner des objectifs clairs et rééquilibrer l'exercice médical en faveur d'une pratique de terrain par rapport à une activité technique actuellement flamboyante.

AUJOURD'HUI ETRE PROF C'EST AVOIR LA POSSIBILITE DE TRAVAILLER AVEC DES ENTREPRISES. AUJOURD'HUI ON PEUT ETRE PROF AVEC UNE FORMATION TECHNIQUE. AUJOURD'HUI UN PROF DU SECONDAIRE PEUT ENSEIGNER EN FAC. AUJOURD'HUI LE METIER DE PROF A CHANGE.

Pour enseigner renseignez-vous.

Composez le 36.14 Edutel ou appelez le Ministère, Tél. : 16.1.49 95 44 44.

PROFESSION PROFESSEUR.

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE, DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS.

ECOM. R.C. Paris B 301 689 113

Col. Fondation Jean-Jaurès

il faut organiser le monde rural

Maire d'une commune rurale, dur métier ? L'espace rural peut-il espérer des lendemains plus réjouissants à l'heure où les grandes villes et leur mal de vivre cristallisent l'attention ?

Les résultats du dernier recensement n'inclinent pas au pessimisme : les communes rurales ont gagné plus d'un million d'habitants entre 1982 et 1990, soit 0,83% de croissance annuelle. Mais le tableau est nuancé : d'un côté l'abandon, de l'autre une véritable renaissance. On distingue en effet le rural péri-urbain, qui a connu une forte croissance démographique (11%) et le rural profond, dont la population stagne. Selon Jean Rochas, directeur régional de l'INSEE, les soldes migratoires positifs (0,86%) masquent des mouvements peu encourageants : les personnes âgées s'installent à la campagne, tandis que l'exode des jeunes se poursuit dans de nombreux départements. "Lorsqu'on parle de développement, on oublie le territoire qui se situe entre deux villes, estime Jean Rochas. Désormais, l'aménagement du territoire doit se préoccuper de la proximité entre les hommes et l'école, le travail, les services, rechercher une "proxi-convivialité", miser sur le développement des petits et moyens bourgs et une localisation non concentrée de l'emploi." Cela passe par une aide à l'installation d' entreprises, par une capacité d'accueil plus grande (augmentation du logement locatif), par le maintien de la scolarisation, même si elle doit passer par des formes aménagées et par des groupements intercommunaux, que devraient favoriser la future loi Joxe d'administration territoriale.

L'Etat, à qui l'on reproche de réserver ses deniers aux villes, n'entend pas proposer un modèle de développement rural clef en main, affirme la DATAR, préférant des solutions personnalisées, fondées sur la notion de terroir.

INNERVER LE TERRITOIRE

Pour René Souchon, maire d'Aurillac, qui s'exprimait au cours des 5e états généraux des communes rurales organisés par la FNESR : "L'avenir du monde rural est un enjeu politique, de lutte contre les exclusions des hommes et des territoires. Le titre 1 de la loi sur la ville de Michel Delebarre proclame le droit à la ville. De la même façon, ne peut-on affirmer un droit à la ruralité ?" Et de réclamer une loi d'orientation d'aménagement du territoire et de la ruralité afin que le développement local sorte du stade expérimental pour innerver le territoire tout entier.

Robert Mériaudeau, maire de Bregnier-Cordon, dans l'Ain (523 habitants) proclame comme un défi : "C'est dur d'être maire d'une petite commune et socialiste... Certaines injustices n'ont pas été gommées". Un exemple : la taxe professionnelle payée par une grosse entreprise située sur une commune est versée dans un fonds départemental et répartie ensuite entre les communes avoisinantes, à condition que 1% de la population active de celles-ci travaille dans l'établissement en question, avec au moins dix salariés. "Ce second critère élimine du bénéfice de la taxe plus de la moitié des communes de France", estime Robert Mériaudeau. "Depuis des années, le travail de la nation a payé la concentration urbaine : d'un côté il y a thrombose, de l'autre le sang ne circule plus. Les nécessités de la production industrielle ont pu justifier un moment cette concentration qui permettait des économies d'échelle importantes, ce n'est plus le cas aujourd'hui grâce au développement des moyens de communication." Eternelle récrimination : la répartition de la DGF qui pénalise les communes rurales, bien que les disponibilités financières ne soient pas le seul frein à l'action : "Pour beaucoup d'élus ruraux, la pauvreté est un alibi pour ne rien faire. Les maires des petites communes sont des chasseurs de primes. Pour obtenir des subventions des conseils généraux ou régionaux, encore faut-il tenir prêts des idées et des projets."

Maryline Trassard

BREF... EN BREF... EN

■ **En 1990, la DATAR a contribué à la création de 18.653 emplois, par l'attribution de primes à l'aménagement du territoire (PAT), pour un montant de 834 millions de F. Le Nord-Pas-de-Calais, les Pays de la Loire et la Lorraine ont été les grandes régions bénéficiaires des aides publiques, suivies du Midi-Pyrénées, de la Bretagne, l'Aquitaine et l'Auvergne.**

■ Dès 1991, des rubans d'or récompenseront paysagistes, ingénieurs, architectes, pour leurs réalisations dans le domaine des paysages routiers. Proposant ce palmarès, l'ancien ministre de l'Equipement, Michel Delebarre, entendait montrer qu'une cohabitation réussie entre routes et paysages n'est pas impossible. En 1991, seront lancées parallèlement des "chartes d'aménagement de l'espace et de mise en valeur des paysages", dans les régions traversées par l'A 20 et l'A 75.

■ **Budgets des grandes villes. En 1990, les budgets primitifs des 224 communes de plus de 30.000 habitants, hors Paris, (31% de la population) s'élèvent à 115 milliards. Pour les dépenses, 83 vont au fonctionnement, 32 à l'investissement. Pour les seules villes de plus de 50.000 habitants, le total des dépenses ou des recettes prévues atteint 83 milliards, soit une hausse de 7,3%. Côté dépenses, la part la plus importante des charges de fonctionnement est toujours consacrée au personnel : 46,3%. Les dépenses d'investissement, augmentent de 8,6% en 1990 (2.043 F par habitant). La hausse est plus rapide pour les villes de moins de 100.000 habitants (11,6%), que pour les plus grandes (6,9%). 17,7% des dépenses sont consacrées à la voirie, 31,5% à l'école, au sport et à la culture.**

■ Paris se déboise : la capitale aurait perdu, de 1978 à 1987, 22.500 arbres, soit 72 hectares (sur 2.076 ha en 1978). La raison essentielle, selon le mouvement Génération écologie, en serait la disparition des jardins privés.

à petits pas, le TGV sud-est

TGV Méditérranée, serpent de mer. On a légèrement progressé, mais le rapport Querrien n'a pas calmé les oppositions.



Le rapport présenté par le conseiller d'Etat Max Querrien, proposant un tracé pour les 424 kilomètres du futur TGV, aboutit à un surcoût de deux milliards de F (25,6 milliards au lieu des 23,6 prévus). Le projet a, dans l'ensemble, satisfait le nouveau ministre des Transports Louis Besson, qui va demander à \ration d'utilité publique du projet sur le tracé Valence-Marseille. La branche en direction de Montpellier fera l'objet d'études complémentaires et celle en direction du Var sera soumise au gouvernement dans le cadre du schéma directeur des lignes ferroviaires à grande vitesse. "Une discussion libre, complète" a eu lieu avec les élus, les représentants socio-professionnels et les associations, a affirmé le conseiller d'Etat. Cela n'a pas convaincu les acteurs ou associations locales, opposés au tracé du TGV et réunis dans une Coordination associative régionale de l'environnement (CARDE).

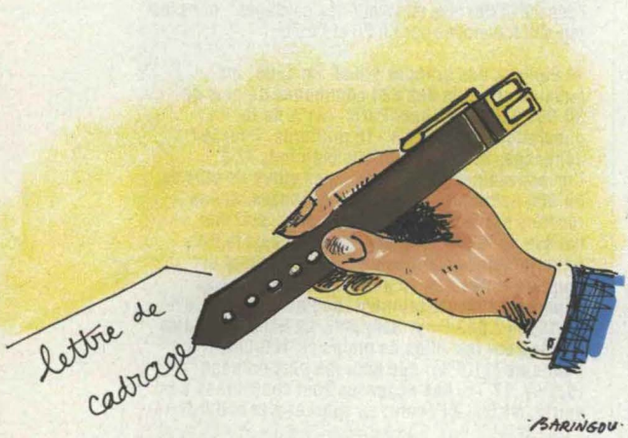
Le dialogue a-t-il été noué trop tard ? Rodolphe Pesce, maire de Valence, n'est pas loin de le penser, lui qui a pris position en faveur du TGV : "L'Etat et la SNCF n'ont pas su communiquer, ils ont donné l'impression qu'il s'agissait seulement d'entériner des décisions déjà prises et s'en sont tenus à une discussion technique obscure. Ainsi, beaucoup de gens sont persuadés que le TGV sert essentiellement les hommes d'affaires or, seulement 20% des utilisateurs seront des hommes d'affaires. A-t-on suffisamment insisté sur l'importance du TGV pour la construction de l'Europe ? L'Etat doit tirer les leçons du blocage actuel. S'il ne se donne pas dès le départ les moyens de la transparence, cela obère la réussite de tout futur grand projet."

D'ici à la fin du siècle, le TGV, fabuleux vecteur de développement, sillonnera le sud de la France. Sans doute, quelques précautions auraient pu permettre de rendre moins douloureux l'aboutissement de ce projet.

M. T.

coup de tabac sur les salaires

Les hausses de salaire dans le secteur public ne devront pas dépasser 2,5% en 1991. 2,5%, c'est la hausse des prix prévue pour 1991 sans le tabac. Les estimations officielles, elles, tablent sur 2,8%.



"La guerre a bon dos" : telle est, en substance, la réaction de tous les syndicats à la lecture de la lettre que Michel Rocard a envoyée le 17 janvier aux différents ministres exerçant une tutelle sur le secteur public. Alors que le gouvernement a retenu une prévision d'inflation de 2,8% pour 1991, Michel Rocard a donné en effet pour consigne que les augmentations de salaire de cette année ne dépassent pas 2,5% en niveau, soit l'augmentation des prix hors tabac, qui correspond à un nouvel indice voté par le Parlement dans le cadre de la loi anti-tabac. Pour tenir compte de l'inflation plus élevée que prévue en 1990, "des compléments en masse pourront être décidés, sans incidence sur le niveau". Ce qui signifie, en bon français, que les hausses de salaire pour 1990 se limiteront aux 2,5% déjà accordés alors que les prix ont augmenté de 3,4%. Mais -et c'est la première fois qu'est instaurée une "prime à l'accord"-, si les syndicats signent pour 1991, l'apurement de 1990 sera plus intéressant et pourra atteindre 0,3%.

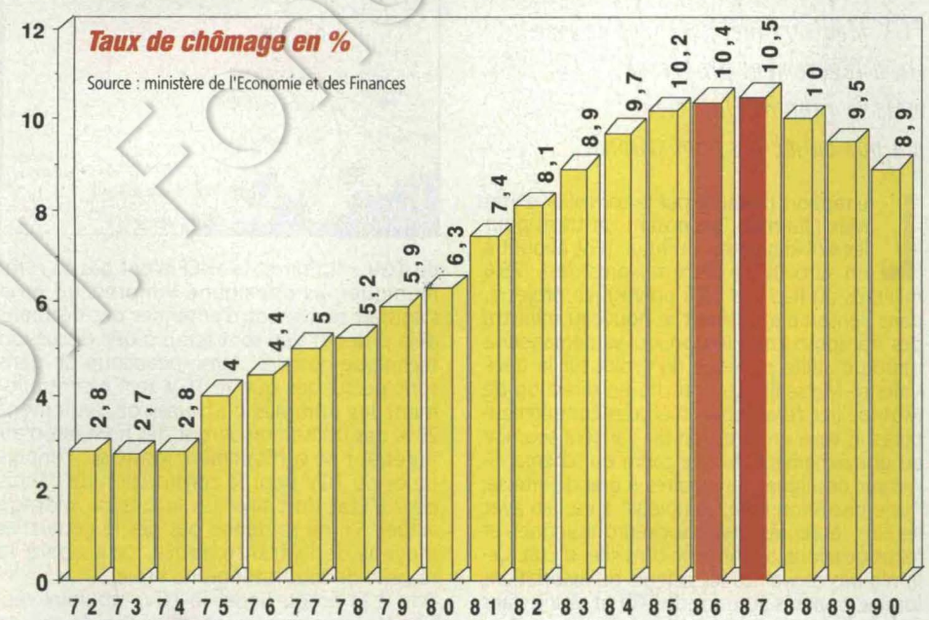
Pourquoi une telle fermeté ? Michel Rocard s'en explique dans sa lettre de cadrage : "Après 800.000 créations d'emplois en trois ans, le taux de chômage, qui a baissé de 10,5% en 1987 à 8,9% en 1990, est remonté à 9%. Cela implique de poursuivre une politique active des revenus."

"Le Premier ministre se place à l'ombre de la guerre pour prendre des mesures qui sont dans la ligne de sa politique sociale et vont accélérer les effets de la désindexation des salaires sur les prix", tonne Armand Villa, de la CGT. "C'est un tour de vis supplémentaire", proteste Marie-Jo Le Goff, de la CFDT : "On profite de la situation : depuis 1983, nous avions accepté que les négociations se fondent sur les prévisions de prix et non plus sur les prix réellement constatés ; maintenant, on ne discute même plus sur les prévisions de prix, on est en dessous. Pourtant, l'économie n'a pas l'air de si mal se porter". Quant au comité confédéral de FO, réuni les 17 et 18 janvier, "il ne saurait accepter que le gouvernement français prenne prétexte de la gravité de la situation créée dans le Golfe pour renforcer la rigueur salariale" : l'Union interfédérale des agents de la fonction publique FO condamne, dans la même ligne, "ces méthodes unilatérales autoritaires".

Mais que faire ? Les syndicats ont beau être violemment hostiles à cette accentuation de la rigueur, ils n'ont pas tellement les moyens de s'y opposer pour l'instant. L'UFFA-CFDT attend de voir l'évolution de la situation et parle "d'un ajournement de l'action qu'elle espère provisoire". La CGT elle-même convient que la guerre du Golfe pèse sur les esprits et provoque l'inquiétude, même si le mécontentement est toujours aussi fort devant une vie difficile ; elle va essayer de tenir les deux bouts de la chaîne, la lutte pour la paix et les revendications.

Pendant la guerre, les syndicats feront le gros dos. Après...

Monique Grima



Après le sommet atteint en 1986 et 1987, une décrue du chômage a été obtenue de 1988 à 1990. En trois ans, le taux de chômage a baissé de 1,6 point ; le nombre des chômeurs au sens du "Bureau international du travail" a diminué de 370.000.

les nouveaux circuits de l'épargne

Les Français épargnent à nouveau, mais pas comme avant. C'est la fin du bas de laine et la vogue des placements financiers. A quoi servira cette épargne ?

Les banquiers ne sont décidément pas au bout de leurs peines. Après avoir évacué par la porte l'épineux problème de la rémunération des comptes à vue que les associations de consommateurs exigeaient en échange de la tarification des chèques et de l'augmentation des cotisations de carte bleue qu'ils voulaient imposer, celui-ci revient -en force- par la fenêtre. Par un biais inattendu, l'éclatant succès des sicav de trésorerie.

LES SICAV COMME DES COMPTES A VUE

Plus communément nommées sicav monétaires, elles ont depuis quelques années constitué un véritable produit d'appel dont les banques vantaient les mérites : pour le client, elles reviennent de fait à une rentabilisation avantageuse et quasi gratuite de ses dépôts. Profitant à plein de la tension à la hausse sur les taux d'intérêt avec un rendement annuel de 9% à 10%, bénéficiant d'une fiscalité fort peu contraignante et d'une grande souplesse d'utilisation, les Sicav monétaires ont vidé en grande partie les dépôts à vue de la clientèle, privant ainsi les banques d'une ressource gratuite et aisément utilisable. En fait, les épargnants se servent aujourd'hui des Sicav monétaires comme de véritables comptes à vue et n'hésitent plus à faire des



▲ *Salon "Investir et placer"*

allers-retours de plus en plus nombreux entre les unes et les autres en fonction de leurs besoins de trésorerie. Les banques doivent donc supporter à chaque fois des manipulations comptables, coûteuses à la longue.

LES LIVRETS EN BAISSE

En progression fulgurante l'an passé (47,2 %), les Sicav monétaires ont drainé, selon les dernières statistiques disponibles, près de 1.000 milliards de francs, reléguant les Caisses d'épargne au rang de parent pauvre, avec une collecte limitée à 19 petits milliards de francs pour la même période. Tout serait rose si l'on en restait à cet aspect "bonne affaire" pour la clientèle. Mais il y a plus grave : l'argent investi dans ce type de produit limite singulièrement les possibilités de refinancement des entreprises, dans la mesure où il ne circule plus sur le marché des actions. Comme les clients (dont l'information financière n'est manifestement plus à faire, du moins pour certains) n'hésitent plus non plus à jongler entre Sicav monétaires, Sicav obligataires et actions en fonction des taux d'intérêt et de la Bourse, il s'ensuit toute une amplification du déréglement des mécanismes du marché qui ne permet pas un financement stable de l'économie.
Pour tenter d'inverser la tendance, les banques, comme le ministère des Finances qui voit d'une mauvais œil cette épargne à court terme trop volatile, souhaitent mettre au point des contre-feux. Les Sicav monétaires devraient ainsi, à brève échéance, perdre quelque peu de leur attrait : plusieurs projets sont à l'étude, comme l'instauration d'un droit d'entrée minimal de 100 francs, ou la fixation au minimum à 1% des frais de gestion pour les particuliers. Plusieurs établissements, tels la BNP, le Crédit lyonnais et la Société générale se sont déjà ralliés à la formule des droits d'entrée, et le Crédit agricole devrait suivre.

LES PEP : LA DIVINE SURPRISE

Face à cette redoutable concurrence, le succès rencontré par le plan d'épargne populaire, le PEP, qui fêtera en février prochain son premier anniversaire, constitue sans nul doute pour Bercy une divine surprise. Conçu pour remplacer le plan d'épargne pour la retraite, le PER concocté par Edouard Balladur, dont l'extrême sophistication avait découragé les épargnants, le PEP s'était fixé à l'origine des ambitions modestes. Pierre Bérégovoy tablait en effet sur une collecte annuelle de 40 milliards de francs : celle-ci atteint dès à présent 111 milliards.

Le PEP fonctionne en gros comme un plan d'épargne logement. C'est un produit à long terme, défiscalisé : les versements effectués pendant dix ans sont libres et donnent droit à des intérêts fixés par contrat entre le souscripteur et l'intermédiaire financier (banque, compagnie d'assurance, Poste ou Trésor). Le taux minimal garanti s'élève à 4,5%, soit un point et demi de plus que le livret A pour les PEP à taux révisables (dont les performances ont atteint 8% en 1990), et 7,2% pendant huit ans pour ceux à taux fixes. Le PEP, produit sûr permettant une sortie en rente ou en capital, bénéficie en outre d'une prime annuelle (1.500 francs par an au maximum), propre à encourager les petits épargnants. Il a déjà à son actif 5,8 millions de souscripteurs et, selon les projections des experts, la collecte annuelle devrait avoisiner dans huit ans les 300 milliards.
Si le PEP peut constituer un substantiel complément de retraite, il n'est pas à même de résoudre à lui seul le problème que va créer, d'ici quinze à vingt ans, le passage de la génération du baby-boom dans la tranche des inactifs. S'il n'est pas question de mettre en cause le système par répartition -toute tentative provoque une levée de boucliers, tant de la part des caisses traditionnelles que des tenants d'une société égalitaire-, il s'avère indispensable d'engager le débat. Dès le début du mois, Michel Rocard et Pierre Bérégovoy sont tombés d'accord pour étudier un produit par capitalisation.

BIENTOT, UN NOUVEAU PRODUIT ?

Mais le casse-tête des retraites n'est pas la seule motivation de cette mise en chantier. La mise au point d'un nouveau système d'épargne longue constitue d'autant plus une nécessité que les Français se sont remis à épargner. Après avoir régulièrement baissé jusqu'en 1987 pour atteindre le minimum historique de 11,1%, le taux d'épargne des ménages a commencé à se redresser, et particulièrement en 1990 où il s'élevait à 13,1%. Cette augmentation a été notamment favorisée par les réformes intervenues en 1989 (innovations financières, allégement de la fiscalité, amélioration de la transparence), mais aussi par la progression du pouvoir d'achat du revenu global des ménages : 4,2% en 1988, 3,2% en 1989, 3,5% en 1990. A quoi cette épargne doit-elle servir ? Pour les particuliers, elle sert assurément à protéger la sécurité de leur avenir : en vue de leur retraite, d'un développement de leur portefeuille boursier, d'un placement immobilier ? De la réponse à cette question dépendra le profil du futur produit d'épargne. Mais, d'après une étude de la Caisse des dépôts, le simple relèvement des droits d'entrée aurait peu d'effet dissuasif car c'est peu payer la sécurité.

Olivier Dutreil

BREF... EN BREF... EN

■ En Grande-Bretagne, le chômage a augmenté en décembre de 80.400 personnes, soit la plus forte hausse mensuelle depuis dix ans. L'inflation pour 1990 s'élève à 9,3%, le plus haut chiffre également depuis 1980.

■ La Poste en quelques chiffres. Le chiffre d'affaires, d'abord, qui s'élève à 69,2 milliards (+1,9%), et une augmentation de l'activité courrier de plus de 4%. En 1990, elle a transporté 20,16 milliards d'objets, dont 6 milliards de lettres. Les services de distribution accélérée poursuivent leur croissance : 12 millions d'envois par Chronopost (+ 49%) et 1,08 millions de pages émises en Postéclair contre 957.000 en 1989. La Poste a, en outre, collecté 546 milliards de francs.

■ Le prochain congrès de la CGT se déroulera plus tôt que prévu, du 26 au 31 janvier. Henri Krasucki n'y sollicitera pas le renouvellement de son mandat.

■ Le volume de l'investissement industriel devrait stagner en France en 1991, quelle que soit la taille des entreprises, selon l'INSEE, alors qu'il avait augmenté de 9% en volume l'an dernier, surtout dans les entreprises moyennes. Quant à la production industrielle, elle a baissé dans la plupart des grandes branches cet automne.

■ Le comité confédéral de FO des 17 et 18 janvier a adopté à l'unanimité moins une voix le texte de la résolution générale qui réaffirme les orientations traditionnelles de FO. "Le CCN de la CGT-FO réaffirme son attachement indéfectible à ce principe (l'esprit de la Charte d'Amiens de 1906). Il entend maintenir les orientations définies depuis toujours par les instances de l'organisation, y compris en matière d'unité d'action avec quelque organisation que ce soit. A ce sujet, force est de constater que la CGT reste subordonnée au PCF."

■ Le ministre du Budget en personne a inauguré le 18 janvier les nouvelles installations ultramodernes de la papeterie de Vic-le-Comte dans le Puy-de-Dôme. Elles permettront à la Banque de France de doubler sa production et de fabriquer 1,4 milliard de billets par an.

■ Les entreprises publiques qui emprunteront ne pourront plus désormais se prévaloir de la garantie de l'Etat.

■ L'OPEP a accru ses revenus de 42% en 1990, selon la revue spécialisée "Pétrostratégie", grâce aux événements du Golfe. Certes, sa production a augmenté, mais ce sont surtout les hausses successives de prix qui sont à l'origine de cette manne supplémentaire.

■ Plus de quatre chômeurs sur dix cherchent du travail depuis plus d'un an : 35% en cherchent depuis plus de trois ans. En novembre 1986, quinze mois au minimum après leur inscription à l'ANPE, 19% de ces chômeurs de longue durée ne percevaient pas d'indemnité ASSEDIC et n'avaient jamais rien reçu au cours de leur longue période de chômage. Sur cent chômeurs de longue durée, 58 appartiennent à un foyer bénéficiant de l'apport d'un autre revenu ; 42 ne bénéficient d'aucun filet de sécurité. Mais la durée du chômage freine la réinsertion professionnelle.

■ Six jours de chômage technique sont prévus à la fin février et en mars à l'usine Peugeot de Mulhouse. L'usine de Sochaux est, elle aussi, touchée. D'autres mesures de chômage partiel pourraient être prises pour mars par la direction.

■ Les 21 et 22 mars prochains se tiendront à Paris les premières journées européennes de la prévoyance sociale complémentaire. Elles seront organisées par le Centre technique des institutions de prévoyance.

■ 2.000 emplois vont être supprimés aux USA cette année par Boeing, malgré un chiffre d'affaires record. Les suppressions d'emplois se traduiront essentiellement par des départs volontaires et des mises à la retraite.

l'impôt : 2- les frais professionnels

Entre la déduction forfaitaire et la déduction des frais réels, c'est à chaque contribuable de calculer - sans se tromper - l'option la plus avantageuse pour lui.

Sur la déclaration simplifiée des revenus 1990, chaque contribuable doit inscrire la totalité des salaires qu'il a perçus dans l'année ainsi que ceux de son conjoint et des personnes qu'il considère à sa charge. Ce montant des salaires à déclarer doit être communiqué par l'employeur. Il correspond au salaire brut diminué des cotisations de sécurité sociale, d'assurance chômage, retraites...Mais attention, cela n'est pas suffisant :

A déclarer avec les salaires, en général :

• les compléments de rémunération (gratifications, pourboires...) ;
• les indemnités journalières de maladie, d'accident ou de maternité;
• les primes d'ancienneté, d'assiduité, de rendement...
• les heures supplémentaires, majoration pour le travail de nuit, le dimanche, les jours fériés...



• les allocations ou primes versées par l'employeur ou le comité d'entreprise (prime de mariage, de vacances...) ;
• les revenus perçus par les enfants à charge ;

Cas précis :

• les indemnités spéciales (d'intempéries, de risques...) ;
• les salaires maintenus par l'employeur pendant le service militaire ;
• les aides temporaires à la formation professionnelle, les allocations spéciales servies aux salariés de moins de 60 ans ;
• les allocations servies par les ASSEDIC (allocation de garantie de ressources, allocation au titre d'un contrat de solidarité...) ;
• les sommes versées par certains régimes spéciaux de Sécurité sociale qui assurent le salaire en cas de maladie ;
• les avantages en nature (nourriture et logement sont évalués forfaitairement, les autres avantages doivent être évalués pour le montant réel) ;
• les prestations versées par une caisse de prévoyance dans le cadre d'un contrat d'assurance collective (si ce régime est obligatoire) ;
• les allocations versées aux personnes sans emploi.

Situations particulières :

• les indemnités de perte de salaire des administrateurs des organismes sociaux;
• l'indemnité communale de logement pour les instituteurs publics ;
• les vacations perçues par les conseillers prud'hommaux lorsqu'ils participent à un conseil, pendant leurs heures de travail et qu'ils subissent une perte de salaire;
• les primes de panier ;
• les remboursements de frais professionnels perçus par les salariés qui bénéficient d'une déduction supplémentaire à celle de 10% ou qui optent pour la déduction des frais réels ;

A noter : la rémunération perçue par les TUC, le RMI, l'indemnité légale de licenciement ne doivent pas être déclarés. Certaines professions bénéficient de dispositions particulières, par exemple les assistantes maternelles agrées. Elles sont exonérées jusqu'à concurrence d'une somme forfaitaire égale à trois fois le montant horaire du SMIC par jour et par enfant.
(Il est impossible d'aborder tous les points en matière de salaire. En cas de doute, renseignez-vous bien auprès de votre centre d'impôts.)

LES FRAIS PROFESSIONNELS

Chaque salarié peut déduire de ses revenus déclarés des frais. Deux méthodes sont possibles mais non cumulables. De plus en plus, les salariés hésitent entre la déduction forfaitaire de 10% du salaire déclaré et la déduction des frais réels.

Forfait

Tous les salariés bénéficient de cette déduction forfaitaire normale de 10%, elle couvre toutes les dépenses professionnelles liées à l'emploi : frais de déplacement, de restauration, de documentation personnelle... Cette déduction est limitée à un maximum de 66.950 F. Un abattement forfaitaire général est appliqué sur les salaires et pensions (après déduction des 10%) cet abattement de 20% est plafonné à 607.000 F pour les frais professionnels des salariés. L'ordinateur de l'administration fiscale calcule ces abattements de 10 et 20% et les applique automatiquement. Certaines professions bénéficient d'une déduction supplémentaire, de 5 à 30 % dans la limite d'un plafond variable.

Frais réels

• Options
Inscrire le détail de ces frais dans la dernière page de la déclaration.
Tenir à la disposition de l'administration fiscale jusqu'au 31/12/1993 tous les justificatifs de ces frais. Joindre des copies à la déclaration.
Il y a renonciation aux déductions de 10 et 20%.

• Principaux frais déductibles
Les frais de transport du domicile au lieu de travail distant de 30 km sont admis ; les frais de vêtements spéciaux (costume de l'homme grenouille, bleus de travail...), les frais d'usage de la voiture à des fins professionnelles, les frais de nourriture si on ne peut vraiment pas prendre ses repas à son domicile. Avec des notes de restaurant, la dépense déductible est égale à la différence entre le prix du repas au travail et la valeur de celui qui aurait été pris au domicile, celui-ci étant fixé forfaitairement à une fois le minimum garanti : 16,21 F.

A noter : si vous avez deux professions, l'option doit être effectuée de manière globale. L'administration fiscale considère qu'il y a en moyenne entre 220 et 230 jours de travail dans l'année.Au contribuable de bien calculer, entre les fais réels et la déduction de 10%, quelle est l'option la plus intéressante.

Chrystie Lipani

... EN BREF...

■ **Impôt sur le revenu et cotisations syndicales : elles sont déductibles en cas d'option pour les frais réels. En cas d'option pour les déductions de 10 et 20%, elles font l'objet d'une réduction d'impôt égale à 20% de leur montant.**

■ Nouveau : les jeunes de 15/20 ans disposent d'un nouveau mensuel pour se familiariser avec l'anglais, "Today in english" (35 F), lancé par Bayard-Presse.

■ **Personnes âgées : les personnes de plus de 60 ans au 1er janvier 1990, ou veuves infirmes ou invalides, bénéficient d'un dégrèvement d'office total de la taxe d'habitation de leur domicile principal si elles ne sont pas redevables de l'impôt sur le revenu ou si le montant de cet impôt est inférieur à 420 F pour 1990.**

■ Service : des stages sont organisés sur le thème : "Moi, mon dos, connais !". A Paris, pour tous publics. Tél. 40.77.55.00

■ **A savoir : en cas de litige avec une mutuelle, il faut s'adresser au tribunal de grande instance, ou au tribunal d'instance, tout dépend de l'importance de l'affaire.**

■ Santé : le code de la Sécurité sociale prévoit que la caisse doit proposer à l'assuré et à sa famille des examens de santé gratuits. La caisse en prend rarement l'initiative, mais la loi prévoit que les personnes intéressées peuvent demander à faire ce bilan de santé une fois tous les cinq ans.

■ **Difficultés : si votre situation financière ne vous permet pas d'acquitter vos impôts directs (impôt sur le revenu, impôts locaux) dans les délais légaux, vous pouvez demander des délais de paiement.. S'adresser au comptable du Trésor. Si vous êtes dans une situation particulièrement difficile, vous pouvez solliciter une modération ou une remise de vos impôts directs. Attention, cette demande ne dispense pas automatiquement du paiement de l'impôt. Consultez le comptable du Trésor, qui examinera votre situation.**

PETITES ANNONCES
100 F la ligne

8701 Le service lecteurs de "Vendredi" recrute un(e) claviste à plein temps (1/2 saisie Macintosh, 1/2 fichier), exc. orthographe. Contacter Marie-Reine Jost au 45.56.78 57

8702 Groupe socialiste conseil municipal Montluçon (03) recrute collaborateur attaché 1ère classe. Adresser candidature manuscrite, CV et photo à : François Laplanche, 9 rue des Tourterelles, 03100 Montluçon

8703
Ville de Pontarlier
(Doubs) - 18.000 habitants

• pour les ateliers municipaux
un technicien territorial, responsable des différents corps d'état

• pour le bureau d'études des services techniques
- un technicien territorial - spécialité : architecture / bâtiments
- un technicien territorial - cellule urbanisme, permis de construire, VRD

Prise de fonction : la plus proche possible.
Possibilité de mutation
Adresser curriculum vitae + copie des diplômes à Monsieur le Maire BP 259 - 25304 Pontarlier cedex

... LE DESSIN DE LA SEMAINE ...



BLOC - NOTES

Claude Estier

16 janvier

L'ultimatum des Nations Unies à l'Irak a expiré cette nuit et toujours aucun signe n'est venu de Bagdad. L'ultime tentative française au Conseil de sécurité pouvait fournir à Saddam Hussein une porte de sortie. C'est même pour cela qu'elle s'est heurtée au refus des Américains. Mais si le dictateur avait fait un geste, la donne aurait changé d'un coup. N'en déplaise à nos "pacifistes" qui ne veulent pas voir cette réalité. C'est lui et lui seul qui portera la responsabilité d'une guerre qui a d'ailleurs été déclenchée par lui le 2 août avec l'invasion du Koweït.

Il n'empêche que le vote qui nous est demandé aujourd'hui pour approuver le recours à la force constitue la décision la plus lourde que j'aurai eu à prendre dans ma vie de parlementaire. Je n'hésite pas, car je sais que la France, que le président de la République, ont fait tout ce qui était possible pour qu'on n'en arrive pas là. Mais je n'admets pas qu'on dise -et j'y insiste dans mon intervention à la tribune du Sénat, au nom du groupe socialiste- qu'il y a d'un côté des partisans de la paix et, de l'autre, ceux qui seraient des partisans de la guerre. J'appartiens à une génération qui a vécu les horreurs de la Seconde Guerre mondiale. Je hais la guerre, mais je hais aussi les dictatures. On ne les combat pas en s'inclinant. Aux quelques camarades qui mettent en avant leur conscience -comme si les autres n'en avaient pas !- pour voter contre la déclaration du gouvernement, je dis qu'il y a plus de courage à voter pour.

17 janvier

Les Américains n'ont pas attendu longtemps pour lancer leurs avions et des milliers de tonnes de bombes sur Bagdad. Les médias émerveillés découvrent la guerre électronique et les télévisions, le plus souvent branchées sur la chaîne américaine CNN, n'en finissent pas de montrer les mêmes images des installations stratégiques irakiennes détruites avec une précision inouïe. Au fil des heures, il s'en dégage l'idée que l'Irak n'en a pas pour longtemps. A l'issue de la réunion de Matignon, sur le plateau de TF 1, je mets en garde contre cette euphorie qui me paraît à la fois de mauvais aloi et peu conforme à la réalité. Je ne croyais pas si bien dire : dans la nuit, des missiles Skud irakiens sont tombés sur Tel-Aviv, sans faire, heureusement, trop de dégâts. Mais il est évident que l'objectif de Saddam Hussein était moins militaire que politique et la preuve est faite qu'il a encore de la ressource.

19 janvier

L'euphorie du premier jour est bien retombée et George Bush lui-même commence à parler d'une guerre longue. Ses efforts pour convaincre Israël de ne pas riposter ont été jusqu'à présent couronnés de succès mais pour combien de temps ? Pensant à mes amis de Tel-Aviv que je sens, au téléphone, traumatisés par la peur d'une attaque chimique, je rends hommage au gouvernement israélien -avec lequel je suis rarement d'accord- pour le sang-froid qu'il manifeste afin de ne pas jeter le trouble dans la coalition contre Saddam Hussein.

Comme il fallait bien une polémique franco-française, elle est venue de Giscard d'Estaing, qui a perdu une belle occasion de se taire. Que la participation militaire française soit prioritairement consacrée à la libération du Koweït est conforme à nos engagements, ce qui ne nous interdit pas, le cas échéant, d'intervenir directement sur l'Irak. Tout cela en parfait accord avec l'état-major américain, qui vient de rendre hommage à l'efficacité et au courage des pilotes de nos Jaguar.

20 janvier

Sur cette participation française, François Mitterrand a fait, ce soir, à la télévision, les mises au point nécessaires. Parmi les messages qu'il a fait passer, je retiens celui qui s'adresse à la communauté musulmane : la France n'est pas en guerre contre l'islam. Il est important de le répéter : j'ai senti ce matin la tension qui règne à la Goutte-d'Or, où certains voudraient faire écho aux manifestations pro-irakiennes d'Alger et de Tunis.

VIRGIL TANASE

Les systèmes et la réalité

Une fois le mur écroulé, nous nous retrouvons devant des hommes qui réagissent, nous posent des questions, attendent des réponses. Pire, ils nous regardent, ils nous jugent. Leur histoire nous sert de miroir. Et ce que l'on voit n'est pas toujours rose. Ralf Dahrendorf, directeur de la célèbre London School of Economics et recteur de Saint Antony College, de l'université d'Oxford, relève le défi. Ses "Réflexions sur la révolution en Europe, 1989-1990" (1) sont à la fois une description du cataclysme ayant secoué l'Europe de l'Est et une mise en cause d'un Occident tombé dans "un capitalisme de casino". La leçon qu'il en tire mérite qu'on s'y arrête. Nous étions, dit-il, englués dans le langage d'une guerre idéologique. L'affrontement de deux "systèmes". Mais système signifie enfermement dans un vase clos, paralysie par une confiance absolue dans des idées préconçues. Le système est toujours l'expression d'une utopie ; il suppose un continuel effort de maintenir le réel -et l'histoire- dans un état de mort apparente

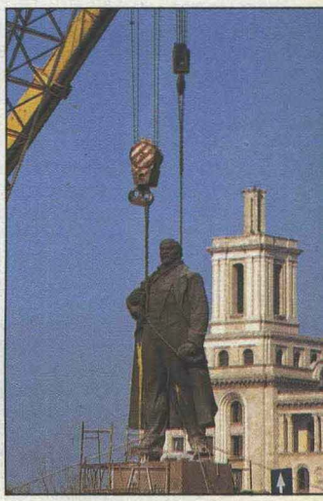
Ce qui se passe à l'Est nous concerne. Et non seulement en tant que simples spectateurs. Le mur, c'était commode : un écran. On y projetait ce qu'on voulait, on y faisait le cinéma qui nous arrangeait.

afin qu'il ne contredise pas les schémas préétablis. Ne faisons pas l'erreur de croire que les révolutions à l'Est ont pour but d'ouvrir la voie au capitalisme occidental. Celui-ci, tellement valorisé par la pensée marxiste, nous empêche de comprendre que, plus profondément, nos sociétés occidentales ont su préserver une qualité autrement efficace : l'ouverture. "Les pays d'Europe centrale n'ont pas renoncé à leur système communiste afin d'embrasser le système capitaliste (quel qu'il soit) ; ils se sont débarrassés d'un système fermé afin de créer une société ouverte, car s'il peut y avoir de nombreux systèmes, il n'y a qu'une seule société ouverte...

Nous pouvons enfin nous atteler à la tâche réelle de l'histoire, qui est de faire avancer les chances des hommes et des femmes du monde entier devant la vie. La route vers la liberté n'est pas une voie menant d'un système à un autre, mais menant vers les espaces ouverts d'infinis avenirs possibles, dont certains sont en concurrence les uns avec les autres. C'est cette concurrence qui fait l'histoire."

Voilà pourquoi je suis tout aussi sceptique que Guy Sorman en ce qui concerne l'application du libéralisme occidental aux nouvelles sociétés en train d'émerger. "Sortir du socialisme" (2) est un diagnostic compétent sur un corps qui, Dieu merci, est celui d'un miraculé ; le malade n'est pas ordinaire et tous les savants du monde (Sorman en est un, et je l'admire) seront toujours dépassés par les symptômes d'une résurrection. Sorman est l'intelligence d'un système, l'Est de l'Europe est en train de vivre un miracle.

Je suis déçu par le recueil d'études sous la direction de Jean-Paul Fitoussi "A l'Est, en Europe, des économies de transition" (3). Eclatant exemple que leur confiance dans les chiffres et les statistiques peut conduire les hommes de science au-delà de tout bon sens : "Le rythme d'augmentation du niveau de vie en URSS... restait dans la norme de celui des pays de l'OCDE et surpassait en toute période du siècle celui des Etats Unis, cf. tableau..." Conclusion : "Les causes du changement (à l'Est) sont certes multiples, mais il apparaît d'emblée que leur dimension économique ne doit pas être exagérée..." En gros, les auteurs du recueil restent fidèles à cet esprit, et leur discours sur "les économies en transition" m'ennuie sans me convaincre.



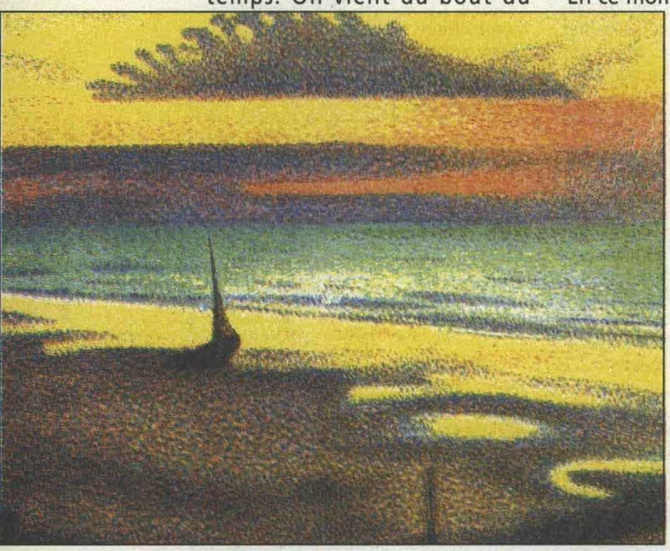
▲ *Bucarest : "Plus jamais ça"*

Somme toute, ce qui se passe à l'Est (et qu'aucun "expert" n'avait prévu !), est une leçon de modestie pour tous les partisans de la logique, pour tous les manipulateurs d'ordinateurs : la réalité refuse de se laisser enfermer dans des systèmes, et l'histoire est toujours vivante, à savoir merveilleusement capricieuse -tant mieux- sinon la vie serait tellement ressemblante à la mort.

(1) Seuil, 184 p., 89 F.
(2) Fayard, 415 p., 120 F.
(3) Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 404 p., 80 F.

de Manet à Matisse

Près de 10.000 personnes visitent chaque jour le musée d'Orsay. Au total, 3.235.000 en 1990. Un jour prochain, lorsque vous passerez au siège du Parti, qui est vraiment à deux pas, ménagez-vous un peu de temps. On vient du bout du monde pour les collections d'Orsay qui recouvrent tout ce qui s'est fait de 1845 à 1914 environ, non seulement en peinture, mais dans tous les arts plastiques et aussi en architecture, photographie, mobilier, etc. En tête, bien entendu, la plus riche collection au monde des Impressionnistes.



▲ *Georges Lemmen : "Plage à Heilst" (1891)*

L'extraordinaire vitalité du musée d'Orsay ne se mesure pas qu'au nombre d'entrées de ses visiteurs. Il y a d'autres entrées qui valent bien plus encore : ce sont celles des œuvres qui, en sept ans -depuis la fondation d'Orsay- ont enrichi ses collections. Il y en a plusieurs milliers (peintures, pastels, dessins, sculptures, meubles et objets, projets d'architecture, d'urbanisme et de décoration, photographies).

En ce moment, une remarquable exposition est organisée à Orsay sous le titre : "de Manet à Matisse". Elle rassemble environ deux cents de ces pièces entrées dans les collections du musée depuis 1983. Deux cents pièces qui, à elles seules, feraient la félicité de n'importe quel conservateur dans le monde : le portrait si explicite de Proust par Jacques-Emile Blanche ; l'autoportrait acéré de Baudelaire (encre de Chine) ; "Luxe, calme et volupté" de Matisse, rayonnant. Des Bonnard si nombreux que l'on n'en croit pas ses yeux et, entre autres, "L'Après-midi bourgeoise" cruellement ironique. Autres nouveaux venus : Rouault, "La rixe sur le chantier", "Talisman" une œuvre majeure que Paul Sérusier peignit à Pont-Aven sous les directives de Gauguin et, de Gauguin lui-même : "Soyez mystérieuses" (sur bois) ; Gustave Doré, Seurat et Monet, bien entendu "Le Déjeuner sur l'herbe" et Manet "L'Evasion de Rochefort". Et, encore, la photo de Proust, sur son lit de mort, par Man Ray.

De ce trésor rassemblé, on gardera deux images fortes. La première est donnée par l'éclat de deux toiles de petites dimensions de Georges Lemmen. Ce peintre belge de la fin du siècle était adepte du divisionnisme, une technique dérivée du pointillisme qui, en jouant sur le contraste simultané et le mélange optique, parvenait à une reconstitution de la lumière. Cette "Plage à Heilst" éblouit la grande salle où elle se trouve.

L'autre point fort tient à une juxtaposition ou plutôt à un vis-à-vis qui n'est pas réalisé dans la présentation habituelle. Face à face, deux paysages de neige, deux gageures donc. D'un côté, "La Neige", précisément, de Daubigny. Paul Daubigny, peintre de la nature, des eaux courantes et de la mer n'a jamais cessé d'éclaircir ses tons, d'alléger sa palette jusqu'à ce tableau lisse et galbé où le contraste vient d'un vol de corbeaux. Et, sur le mur opposé, un des tableaux les plus populaires d'Orsay : "La Pie" de Monet. Tableau immaculé où le ciel et le soleil irisent de bleu et d'or le champ de neige. Une seule tache nette et brève : l'oiseau prêt à s'envoler, la pie avec un plastron plus blanc que... neige.

N'y manquez pas. L'exposition est présentée jusqu'au 10 mars.

J.G.

Musée d'Orsay. Du mardi au dimanche de 10 h à 18 h (nocturne le jeudi, 21 h 45). 1, rue de Bellechasse 75007 Paris. Métro Solferino. Tél : 40 49 48 14

CINEMA

Les Arnaqueurs

Un film noir hollywoodien réussi ! Laissons-nous prendre au jeu du célèbre auteur de policiers américains Jim Thomson. Son roman, dont le film est tiré, a des allures de tragédie antique. Stephen Frears, le meilleur cinéaste anglais actuellement, a choisi de tourner aux Etats-Unis. Après une remarquable et caustique trilogie sur le déclin de la société britannique et une brillante version des "Liaisons dangereuses", il choisit la série noire. Mais il la traite à sa manière : psychologique. Une relation à trois personnages. Trois petits escrocs. Lui dans les bistrots, sa mère sur les champs de courses et sa petite amie sur les hommes auxquels elle vend ses charmes. La maîtresse est jalouse de la mère et le jeune Roy Dillon, qui n'a pas résolu son œdipe, se trouve coincé entre ces deux mantes religieuses. C'est en associant action très mouvementée et description psychologique en profondeur que Stephen Frears captive. Angelica Huston campe avec succès une Phèdre cru 1990, aventurière et incestueuse à souhait. Myra, sa rivale, Annette Bening (la marquise de Merteuil dans le "Valmont " de Milos Forman), ne reculera devant aucun obstacle pour enrôler Roy (John Cusack) dans ses projets d'arnaque. Qu'on soit amateur de film noir ou non, l'intérêt psychologique des personnages nous retient. L'arnaqueur, c'est peut-être Stephen Frears. Sortie le 23 janvier.

Claude Polak

▼ *Angelica Huston : une Phèdre 1990*



TV

LA FENETRE

Emissions ininterrompues, déluge de commentaires, défilé d'officiers supérieurs retraités et d'islamologues apportant des opinions définitives et contradictoires, présentateurs s'efforçant de clarifier l'inclarifiable : la télévision, pour les débuts de la guerre du Golfe, a mobilisé des millions de citoyens devant leur poste.

On a d'abord, pendant longtemps, attendu les images de ce qui devrait être le premier conflit en direct.

Nous avons, en fait, bénéficié des récits de Bernard Shaw, Peter Arnett, John Holliman, le trio majeur de la CNN, chaîne américaine qui semblait avoir l'exclusivité mondiale du déluge "de fer, de feu, d'acier, de sang" s'abattant sur Bagdad.

Cette nuit-là, les bruits de la rue ne sont pas ceux des tôles froissées mais des missiles touchant leur cible.

La fenêtre ouverte fait entendre l'apocalypse.

Nos chaînes firent au mieux, avec leurs envoyés spéciaux, mais comment ne pas sentir, parfois, plus de bonne volonté que d'efficacité ? Leurs journalistes n'ont pas, comme les Anglo-Saxons, l'habitude de parcourir la planète...

En vérité n'avons-nous pas été saturés d'événements ? Quelles seront les retombées de ce gavage médiatique sans précédent ? A-t-on mesuré les effets de la propagande ? Chacun entend manipuler l'opinion et ne risque-t-on pas un brouillage du "pourquoi nous combattons" ?

Bernard Pivot, pour son "Bouillon de culture" (A2), n'est pas apparu au mieux de sa forme en présidant un débat "que dit le Coran ?" Jacques Berque, Gilles Kepel, Anne-Marie Delcambre, Allal Sinaceur, n'avaient pas l'aimable rondeur des anciens invités "d'Apostrophes".

Eclairer les sourates est moins aisé que bavarder avec le pétillant Jean d'Ormesson.

Que de vies broyées par le stalinisme, que d'existences réduites en cendres par les ordres stupides venus de Moscou : "Mémoires d'ex" (FR3-La Sept) documentaire en trois parties, offre une galerie de vieux hommes qui revivent leur histoire, déplorent leurs soumissions, esquissent des justifications.

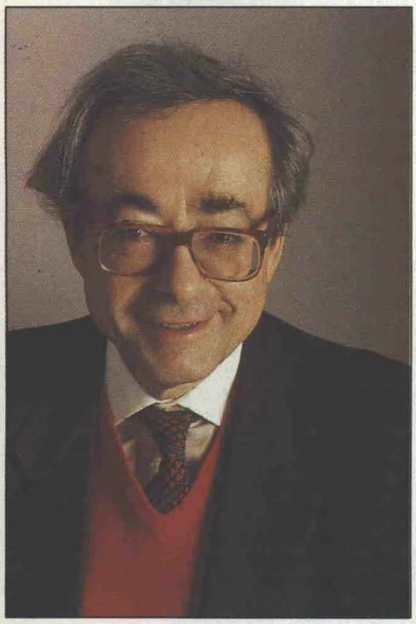
Auguste Lecœur, avec son visage de boxeur qui a fait quelques combats en trop, revendique, en maniant la langue de bois, toutes ses actions. Comme toujours, il préfère le non-dit et l'insinuation aux faits.

Jules Fourrier, Adrien Langumier, Adrien Pierrard, veulent comprendre -ils ont compris- la nature pernicieuse d'une formation prétendant exprimer le peuple de France.

Mosco, à sa manière, célèbre le soixante-dixième anniversaire de la naissance du PCF. Il a choisi, avec raison, de ne pas jouer l'oubli.

Pierre Ysmal

l'Arbre et le lierre



▲ George Steiner

C'est une volée de bois vert que George Steiner applique à tous ceux qui écrivent dans ce journal et à une bonne proportion de ceux qui le lisent. Une volée dont il nous avait prévenus, il y a deux ans, dans un précédent livre intitulé : "Le Sens du sens". Steiner est anglais. Parfaitement trilingue : allemand et français. C'est un philosophe dont le champ de réflexion favori est tout ce qui touche à l'expression, sous l'angle de l'organisation sociale de l'expression et à la culture, considérée comme moyen de communication. On voit le profil. Et George Steiner est bien tel que -partant de là- vous pouvez l'imaginer. C'est-à-dire brillant et lucide, paradoxal et d'une logique implacable. De ce modèle britannique mâtiné de latinité, si agaçant parce qu'il l'est souvent à bon escient. Notamment dans son dernier livre : "Réelles présences : les actes du sens" (1).

Point de départ de sa démonstration : nous vivons dans une situation de misère sous la domination du commentaire et du parasite. Chaque jour, les personnes cultivées se voient sollicitées par des millions de mots imprimés ou diffusés, qui traitent de livres qu'elles n'ouvriront jamais, d'œuvres musicales qu'elles n'entendront jamais, d'œuvres plastiques qu'elles n'auront jamais devant les yeux. Voilà donc pour les journalistes. Le génie de notre époque, déplore Steiner, est le journalisme. Déplorable parce qu'il procède par simultanéité nivelante. Tout a plus ou moins la même importance. Tout n'est que quotidien. Tout doit être nouveau, neuf.

Et à présent pour les universitaires : les champions du commentaire. Leur royaume dit-il, est celui de la paraphrase, de l'exégèse et de la glose. Voici la cinquantième étude sur la grâce de la narration chez Chaucer. Voici que la simple énumération des livres et des articles publiés sur le "Faust" de Goethe couvre quatre volumes de bon format. Voici, au monde de la recherche, le postulat posé que des dizaines de milliers de jeunes gens peuvent avoir quelque chose de nouveau et de pertinent à dire sur Flaubert. En fait, "un marécage grisâtre"... Bref, nous dit George Steiner, "l'arbre se meurt sous le poids d'un lierre avide".

L'argumentation, sévère et souvent cocasse, tient assez bien la route. En tous cas pour les journalistes ! Quelle conclusion en tire Steiner ? Un constat, à tout le moins : la domination byzantine du discours est en soi un symptôme : celui d'un désir anxieux d'interposition, de médiation entre nous-mêmes et l'originel. Et une certitude : la capacité de faire et de défaire par la parole fait de l'homme ce qu'il est.

Attention donc aux mots. Un seul mot paralyse une relation humaine. Un seul mot peut salir l'espoir. Cette leçon-là vaut d'être entendue. Particulièrement en ce moment.

J.G.

(1) Gallimard, 290 p., 119 F.

P O E M E

Le retour des gels, qui glace les mains,
calfeutre les doigts dans le fond des corps
et durcit les feuilles.

les soleils s'éloignent hors de mes pas,
qu'emplissent
les chants des oiseaux sans migrances.

les images que charrient mes yeux
sentent, diffuses, les soies éloignées
qui balayent ses traits.

là-bas, se lèvent les nuées,
qui vont faire ployer l'air.
les sables, malgré l'orage,
se marquent de la flamme des sabots.

l'angoisse des fins d'heures dans les temps,
et la rétine que marque le regard,
les dires et la parole d'un visage.

là-bas, les gaz s'accumulent
et les vers, déjà,
se repaissent de l'idée des festins.

quelques heures, seulement,
nous séparent des embrasements.
et si nos peintures, devenaient,
fleuves de couleurs informes ?

j'ai dessiné, lentement,
l'image de tes gestes
et les souvenirs de ta voix
pour les garder, dans le fond des puits,
refuges ultimes,
quand plus rien n'aurait lieu d'être.

15 janvier 1991
P.A. Kôgàleczy

Revue des revues

"Les Temps modernes", n° 531 à 533. *1.434 pages d'hommages, de critiques, de nouveaux regards, de constatations, d'approbations, d'admirations, sur le père fondateur de la revue et sur le plus extraordinaire polygraphe de notre époque. Sartre n'a pas achevé sa course. 180 F.*

"Revue française de science politique", volume 40, n° 6. *Un numéro spécial "Regards sur les droites classiques en France", permet un excellent travail universitaire. Les chapitres sur la crise électorale de l'UDF et du RPR, sur Barre, Chirac, Giscard éclairent avec sérénité la situation de la droite classique. 100 F.*

"Le Débat", n° 62. *Pierre Nora, Emile J. Biasini, Jean Gattegno, Dominique Perrault, dressent l'état des lieux pour la Bibliothèque de France. Jean Bottero étudie l'écriture et la formation de l'intelligence en Mésopotamie ancienne. 68 F.*

"L'Histoire", n° 141. *Jean-Jacques Marie étudie, avec des archives secrètes, la carrière de Lavrenti Beria, terrible incarnation de la terreur stalinienne. Henry Rousso fait une mise au point sur les innombrables erreurs de "L'Histoire de Vichy", de François-Georges Dreyfus. Jean Bottero précise comment l'astrologie est née en Mésopotamie. 31 F.*

"Magazine littéraire", n° 284. *Un superbe dossier sur Sade, qui accompagne, fort bien, l'entrée de ce cher marquis dans la collection de La Pléiade (Gallimard). Une belle chronique de Jean-Jacques Brochier sur les livres politiques. 28 F.*

"Actuel", n° 1. *Nouvelle formule pour, selon son directeur, Jean-François Bizot, "ratisser les valeurs sans effets de manche". Pourquoi pas ? 30 F.*

Revue d'études palestiniennes (n°38). *Pour sa dixième année, cette revue offre un vigoureux débat "Pour une relance du processus de paix" qui permet à Théo Klein, André Azoulay, Alain Finkielkraut, Camille Mansour, Hammadi Essid, Elias Sanbar de confronter leurs points de vue. 68 F.*

... EN BREF...

■ **La tour Eiffel super-star. La dame de fer parisienne a enregistré près de 5.700.000 visiteurs l'année dernière. Soit 110.000 de plus qu'en 1989, l'année de son centenaire (précédent record).**

■ Le prix Maurice-Fleuret sera décerné pour la première fois le 13 février. Du nom de l'ancien directeur national de la Musique et de la Danse, il couronnera quatre disques de musique classique ou contemporaine.

■ **Béjartistes : le voici, il revient. Maurice Béjart a mis la dernière main à son nouveau ballet qui sera créé à Paris, au Palais des Congrès, le 5 février. Titre : "La Mort subite", rélexion sur la philosophie allemande. Jusqu'au 10 mars.**

■ Nicole Garcia et Jean-Pierre Marielle sont les têtes d'affiche d'une tournée théâtrale qui donne "Le Partage de midi" (Claudel) à Nice jusqu'au 31, puis à Lyon (9 au 21 février), Enghien, Sète, Angers, La Rochelle.

■ **"Korczak", le film de Wajda parfois taxé d'antisémitisme a été recommandé par le ministère israélien de l'Education. Il est obligatoire dans les classes supérieures des lycées d'Israël.**

■ La guerre du Golfe a vidé les salles de cinéma. A Paris, la baisse de fréquentation atteint 15% par rapport à la même semaine de 1990.

■ **Giacometti surpris en plein travail par Brassaï, Cartier-Bresson, Doisneau, Meyer, Man Ray. Quarante grandes photographies du peintre et du sculpteur à l'œuvre. Un témoignage et aussi des clefs pour comprendre Giacometti. A Toulouse, Galerie municipale du Château d'Eau, jusqu'au 4 mars. Tél. 61.42.61.72.**

■ Palmarès des palmarès. Lambert Wilson, Alain Souchon, Jill Kaplan, Arthur H et la Grande Bande des cornemuses sont les lauréats variétés de la Nouvelle Académie du disque. En classique, dix lauréats, parmi lesquels Jean Hubeau (intégrale piano de Fauré), l'Orchestre philarmonique de Radio-France, direction Marek Janowski et le baryton José Van Dam.

■ **Michel Sardou est à Bercy. Mais la location est complète depuis un mois. Tenter sa chance à la sauvette. Jusqu'au 6 février. Tél. 43.46.12.21**

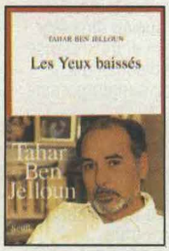
■ Sylvie Vartan. Sa dernière (et désastreuse) affiche parisienne remonte à 1983. Au Palais des Sports jusqu'au 17 février. Tél. 48.28.40.90

■ **Ca bouge à Abidjan. Le chanteur reggae ivoirien Alpha Blondy jusqu'ici assez mal vu des autorités, a fêté le début de l'année au Parc des Sports de Treichville devant 100.000 spectateurs.**

■ Nuit du jazz contre le fascisme avec Eric Barret, Claude Barthelémy, Joachim Kuhn, Didier Levallet, Aldo Romano, Henri Texier, Louis Sclavis, etc. Théâtre Rutebeuf à Clichy-la-Garenne (92), le 6 février à partir de 19h. Tél. 47.39.28.58.

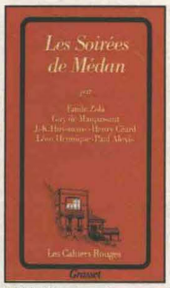
post-scriptum

TAHAR BEN JELLOUN :
"Les Yeux baissés"



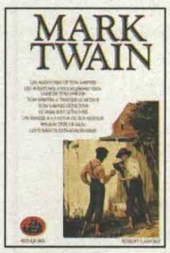
Sur le thème de l'exil, on a beaucoup écrit et toujours avec force, Tahar Ben Jelloun le premier. D'où vient que ce roman, le premier depuis le Goncourt de "La Nuit sacrée", soit si dense, si prenant ? Sans doute à cause de la véracité du ton. Et au tour de force littéraire que constitue le personnage de Kniza.
Au début -avant "LaFrance"- Kniza, fillette de l'Atlas, a une dizaine d'années. A la fin, revenue dans son village, elle en comptera le double. Dans l'intervalle, elle aura vécu un foisonnement d'apprentissages qui seront autant d'entailles. "LaFrance", c'est aussi la Goutte d'Or ; les adultes, c'est aussi la tante meurtrière ; les parents, c'est parfois la lâcheté au quotidien. Mais, puisque l'auteur a mis deux histoires dans "Les Yeux baissés", ce livre est surtout, avec la parabole qui y circule de la première page à la dernière, une vie en forme de mirage, le mirage sans cesse repoussé de l'amour.
Seuil, 302 p., 99 F.

"LES SOIREES DE MEDAN"
La grande barque s'appelait "La Nana", parce que tout le monde lui passe dessus". Lorsque Zola et Maupassant partageaient un dimanche ensemble, la Seine, de honte, rougissait ! Tout commençait à la gare de Médan, juste en contrebas du jardin de Zola. Daudet, Huysmans, Vallès,



Edmond de Goncourt débarquaient. Madame Zola assurait.
Un samedi, ils décidèrent d'écrire chacun une nouvelle et de les publier en un volume qui serait intitulé "Les Soirées de Médan". Ainsi fut fait. Emile Zola écrivit "L'Attaque du moulin" et Maupassant "Boule-de-Suif". Huysmans donna "Sac au dos". Les trois autres comparses étaient Henry Céard, Léon Hennique et Paul Alexis. Un régal naturaliste.
Grasset-Cahiers rouges, 254 p., 50 F.

MARK TWAIN :
"Œuvres"



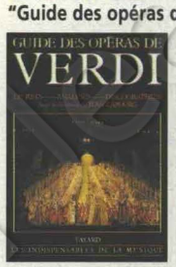
On connaît l'histoire de "La Célèbre grenouille sauteuse de Calaveras County". La grenouille Daniel ne put gagner un concours parce qu'un parieur l'avait, au moment du départ, gavée à ras bord de grenaille de plomb. L'histoire, racontée par Mark Twain, a fait rire des générations de jeunes et de moins jeunes Américains.
On pourra préférer "Tom Sawyer" et surtout "Huckleberry Finn", rassemblés dans ce volume. Deux portraits typiques de boys américains de la fin du XIXe siècle. Récits pittoresques qui couvrent une vive satire de la société. Avec "Tom Sawyer détective", "Tom Sawyer à travers le monde" et quatre autres romans du même aplomb.
Laffont-Bouquins, 1.168 p., 130 F.

JEAN-MICHEL MEHL :
"Les Jeux au royaume de France".



Nous ne cessons de surprendre nos voisins d'outre-Manche. Au début du XVIIe siècle, un voyageur anglais, rentrant à Londres, racontait à ses compatriotes : "Les Français naissent une raquette à la main. Il y a plus de jeux de paume que d'églises."
C'est un historien, Jean-Michel Mehl qui nous emmène à la découverte des jeux que pratiquaient nos ancêtres du XIIIe au XVIe siècle. Cette découverte est passionnante. Bien entendu, son intérêt va au-delà de la déclinaison historique. Qui joue ? Où et quand ? Dis-moi à quoi tu joues et je te dirai... Il faut voir Philippe le Hardi aux dés ou au jeu de paume, apprendre que le jeu de jonchets est l'ancêtre du mikado, et suivre Rabelais au flux.
Fayard, 636 p., 198 F.

JEAN CABOURG :
"Guide des opéras de Verdi"



Le livre que les amateurs d'opéra n'osaient pas imaginer : une somme complète sur les vingt-huit opéras écrits par le compositeur le mieux identifié à l'art et à l'esprit italiens. Il fut même le porte-drapeau de l'unité italienne au point que, comme l'on sait, en pleine revendication nationale, les patriotes épelaient son nom comme leur slogan, V.E.R.D.I. : "Vittore-Emmanuele, re d'Italia"
De "Oberto" à "Falstaff", pour chacun des opéras verdiens, on retrouvera, argument, commentaire, analyse, livret complet (en italien et en français) et discographie. Le bonheur, on vous dit. Et, courant, tout au long de la présentation de cinquante-quatre ans de cette carrière musicale sans pareille, une même question : à quoi tient la vérité de Verdi ?
Fayard, 1.298 p., 280 F.

BEETHOVEN :
"Sonate à Kreutzer"



Zino Franscescatti joue sur son "Hart", un Stradivarius de 1727. Robert Casadessus, qui formait avec lui le duo le plus homogène jamais entendu, est exalté, jaillissant. C'est le meilleur enregistrement de la sonate à Kreutzer de tous les temps. Il vient d'être reporté sur compact. Beethoven voulait que le final ait "uno stilo molto concertante quasi come un concerto." Son souhait est ici atteint et probablement dépassé.
Sur le même disque, la sonate n° 10 et, surtout, la sonate dite du "Printemps". Dramatique, dynamique, expressive, contrastée : la sonate préférée de Beethoven. Une musique qui était terrifiante lorsque lui-même jouait la partie de violon, sans se rendre compte que son doigté était faux. Un enregistrement historique et indispensable. Pour les plus hautes joies.
Sony-Classical, 46342, 76' 14", env. 90 F.

PIERRE BOULEZ :
"Pli selon Pli"



C'est l'œuvre la plus importante que Boulez ait écrite (de 1957 à 1962). Cinq pièces qui constituent un portrait de Mallarmé, chaque pièce s'appuyant sur un de ses poèmes : de "Don du poème", une œuvre de jeunesse à "Tombeau", écrit l'année de sa mort.
Réflexions identiques : du poète et du compositeur sur la difficulté de l'acte créateur. Sonorités opulentes, style vocal très orné. Dans l'interprétation de Phyllis Bryn-Julson et de l'Orchestre symphonique de la BBC (dirigés par le compositeur). Le jalon principal de la musique de notre temps.
Erato, CD, 45376, 68' 04", env. 120 F.

WILLY DEVILLE :
"Victory mixture"



Regardez, ce garslà irradie la classe et le talent. Ne dirait-on pas un cotonnier de Louisiane fin XIXe ? Pourtant, Mister Deville n'habite la Nouvelle-Orléans que depuis trois ans. Ce pays aux "longs étés chauds et humides" a pris le chanteur à la gorge et ne le lâche plus. Willy Deville y a retrouvé les racines d'un rythm'n blues qu'il miaule depuis si longtemps de sa voix chaude et éraillée. Ce sera l'occasion de (re)découvrir des musiciens ayant la fibre blues (Eddie Bo, Dr John). Du grand Deville en somme, comme à l'époque de "Cabretta" ou du "Chat bleu". Fort à propos, réédités en CD et indispensables, eux aussi...
"Victory mixture", 652304 WM 334, 32' 24"

Agenda

Théâtre

NANTERRE
" La Dame de chez Maxim's" (Feydeau). Mise en scène d'Alain Françon. Théâtre des Amandiers, sauf lundi. Tél. 47.21.18.81
PARIS
• "La Facture" (F. Dorin). Pour voir Serge Lama. Bouffes-Parisiens, sauf lundi. Tél : 42.96.60.24
• "Le Misanthrope (Molière) Alceste/Jacques Weber. Th. Renaud-Barrault, sauf lundi Tél 42.56.60.70

Danse

SCEAUX
10e rendez-vous chorégraphiques. La chorégraphie nouvelle. Voir "Amer America" d'Angelin Preljocaj le 1er. Jusqu'au 12 fév. Tél. 46.61.36.67

Expositions

CALAIS
• Daniel Pontoreau, sculpteur. Formes et matériaux. Galerie de l'Ancienne Poste, sauf lundi. Tél. 21.36.67.14
PARIS
"Simon Vouet". Derniers jours. L'allégorie à la française. A voir. Grand Palais. Jusqu'au 11 février, sauf mardi. Tél. 42.89.23.13
SAINT-ETIENNE
"L'écriture griffée" (Artaud, Dubuffet, Fautrier, Giacometti, etc). Musée d'Art moderne, sauf mardi. Tél. 77.93.59.58

Classique

AVIGNON
Gustav Leonhardt au clavecin avec B. Kuijken (Bach, Leclair), le 31 à 21h et en récital d'orgue (Bach), le 2 février à 21h. Tél. 90.86.64.99
BORDEAUX
Gidon Kremer, violon, avec l'Orchestre national de Bordeaux-Aquitaine (Chostakovitch, Mahler). Palais des Sports, les 31 janvier et 1er février à 20h30. Tél. 56.52.75.21
LILLE
Chœurs de l'Armée Rouge. Théâtre Sébastopol, les 31 janvier et 1er février à 20h30. Tél. 20.57.15.47
MONTPELLIER
"Tannhäuser" (Wagner). Avec Nadine Denize et Françoise Pollet. Opéra Berlioz/Corum, les 29 janvier, 1er et 3 février. Tél. 67.66.00.92
PARIS
•"Un re in ascolto" (L. Berio) Opéra-Bastille du 31 janvier au 13 février. Tél. 40.01.16.16
•"Les Pêcheurs de perles" (Bizet). L'opéra qui prépare "Carmen". Opéra-Comique du 29 janvier au 10 février. Tél. 42.86.88.83
• Boulez (EIC et Philarmonia Orchestra) dirige Stravinsky et crée Carter. Avec Phylis Bryn-Julson. Châtelet, le 30 à 20h30. Tél. 40.28.28.40
STRASBOURG
"Pelléas et Mélisande" (Debussy) le 27 à 20h. A Mulhouse les 1er et 3 février, à Colmar le 6. Tél. 88.75.48.23
TOULOUSE
C.-M. Giulini dirige l'orchestre de la Scala : Beethoven, symphonies n° 4 et 7. Halle aux Grains, le 28 à 20h30. Tél. 61.22.80.22
•
JOURNEE MOZART sur France-Musique. En multiplex avec dix villes européennes : Prague, Vienne, Londres. Final à Salzbourg avec "La Flûte enchantée". Le 27 de 9 à 23h.

Jazz-Variétés

PARIS
***Jazz** : auditorium/Châtelet, les 1er et 2 février. Miss Shirley Horn pianote en trio.*
***Variétés/raï** : auditorium/Châtelet toujours... • 26 et 27 janvier Jean Guidoni • 28 janvier Alain Manaranche • 30 janvier Cheb Mami • 31 janvier Larbi Dida/Rachid Taha. Renseignements 40 28 28 40*
SARCELLES
25 et 26 "Nuit de Jazz", avec Maurice Vander, Marc Ducret trio, Jean-Marc Padovani, Philippe Petit trio, etc.
TOURNEES
***Elliot Murphy**. Toulouse, 30 - Le Bouscat, 31 - La Roche/Yon , 2 fév.*
***Les Satellites**. Paris, 25 : Olympia - Angoulème, 26 - Bruxelles, 29 - Tours, 30 - Niort, 31 - Limoges, 1er fév.*

SELECTION ETABLIE PAR
Jacques Garat
avec Frédéric Taddéi (jazz-variétés) et Pierre Ysmal (revues)

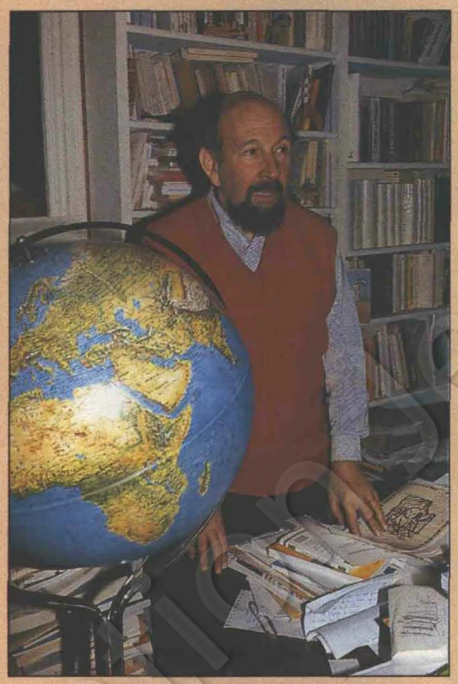
YVES LACOSTE

"La géographie, ça sert d'abord à faire la guerre"*, affirmait voilà quinze ans le géographe Yves Lacoste, fondateur de la revue "Hérodote". Il continue à se battre contre les idées reçues. Mise à mort de quelques lieux communs : misère du Sud, exploitation du tiers monde et dégats du colonialisme.

"*Vendredi*". Comment analysez-vous l'équilibre mondial qui se met en place ?
Yves Lacoste. Les différends politiques liés à cette coupure qu'allégoriquement on appelait Est et Ouest semblent terminés. Mais nous sommes à la veille d'une reprise des tensions entre Est et Ouest et pas seulement à cause de la Lituanie. Je pense qu'avec ou sans Gorbatchev ceux qui ont à faire face aux difficultés actuelles ne peuvent qu'être tentés d'expliquer l'échec de la perestroïka par la félonie de l'impérialisme occidental. Tout récemment, devant les députés, le patron du KGB a dit ouvertement que les mouvements nationalistes étaient une machination de la CIA. L'affrontement Est et Ouest est aujourd'hui un affrontement entre les Occidentaux et la Russie. La montée en puissance de l'Eglise orthodoxe ne peut que conforter cette tendance. On assiste à l'émergence d'un discours moraliste anti-occidental sur le thème, l'Occident, c'est les femmes débauchées, l'avortement. On redore le bulbe des églises, les oripeaux des popes et archipopes réapparaissent flambant neufs ; c'est tout à fait préoccupant.

Et l'antagonisme Nord-Sud ?
Le discours sur le Sud, c'est celui des Arabes. Les Indiens et les Brésiliens voient de loin ce qui se passe en Méditerranée. De l'opposition Nord-Sud, il reste l'idée. La représentation géopolitique à gauche fonctionne bien : les peuples du tiers monde sont opprimés, d'où leurs frustrations. Mais remarquons que tous les protagonistes du conflit du Golfe disposent de moyens financiers considérables, qui sont utilisés d'une façon peu favorable à leur développement à cause des tensions qui existent entre eux. Ces tensions expliquent le transfert des capitaux arabes dans des zones "tranquilles" et que certains Etats très riches se trouvent dans des situations matérielles catastrophiques.

Si certains pays du Sud sont riches, que reste-t-il de la notion de sud classique ?
Il reste l'Afrique tropicale. Là, c'est un Sud à désespérer. J'ai toujours été très réservé devant le schéma marxiste qui postulait qu'existaient entre les Etats des relations de production comparables à celles des ouvriers et des capitalistes. Il faut savoir que l'expression "nations prolétaires" a été employée pour la première fois par Mussolini. Les formes de pauvreté sont très diverses, de même que les situations politiques. Le PNB est plus bas au Viêt-Nam que dans la plupart des Etats d'Afrique tropicale ; la différence réside dans le fait qu'il y a deux types de sud, celui des Etats-nations et celui des Etats sans nation. L'Asie fonctionne depuis plus longtemps que l'Europe sur le fondement de l'Etat-nation, avec son



L'unité du monde arabe est logique. De toute façon, elle se fera.

appareil d'Etat, son armée, qui opprime mais s'appuie sur un peuple conscient de son lien avec cet Etat.
L'Afrique, c'est un ensemble d'Etats sans nations. L'absence de nation découle directement de l'esclavage. A l'époque, ce ne sont pas les Blancs mais des négriers africains qui capturaient des Noirs d'autres ethnies. L'esclavage, interdit théoriquement depuis 1815, s'est poursuivi entre Africains jusqu'au début du XXe siècle. Cela a laissé des traces. On accuse les frontières coloniales de tous les maux. En vérité, l'Afrique est formée de groupes absolument antagonistes. Heureusement qu'il y a des frontières coloniales qui séparent des ethnies à appareil négrier de leurs victimes.

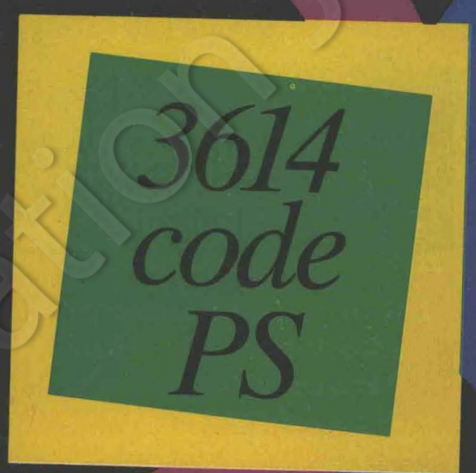
Si le Sud est multiple, la notion de tiers monde a-t-elle encore un sens ?
Le tiers monde se caractérise par une croissance démographique galopante due à l'effondrement des taux de mortalité et au maintien d'un fort taux de natalité. Tant que les femmes auront besoin d'avoir des enfants pour ne pas être répudiées, il n'y aura pas d'évolution. Second phénomène : la faiblesse du stock d'équipements, parallèle à une hausse très rapide des besoins. Une situation complétement différente de l'Europe où les besoins ont crû progressivement. Le sous-développement, c'est cette croissance accélérée des besoins, due à l'école, à la publicité, aux médias. Nos formes de publicité, nos émissions de télévision sont vues au Caire ou à Calcutta. La montée des frustrations s'explique par cette connaissance immédiate du standard de vie du monde développé. Particulièrement dans le monde arabe, du fait de la proximité géographique et de l'importance des relations avec l'Europe.
C'est dans les deux Méditerranées, la nôtre et la "*Méditerranée américaine*", que se nouent les relations les plus fortes et que le phénomène de montée des besoins est le plus important : un Algérien ou un Mexicain sait très bien comment on vit de l'autre côté. Si les Algériens sont frustrés, ce n'est pas parce que leur PNB est bas, c'est parce que leur minimum vital, c'est ce qu'on gagne en France. Ce rapport Nord-Sud est compliqué du fait que c'est au Nord que se trouve la démocratie et qu'on va au Nord non seulement pour vivre mieux mais aussi parce qu'on ne risque pas de se retrouver en prison arbitrairement. Il faut sortir des représentations caricaturales d'antan. Non, les pauvres ne sont pas gentils, surtout pas entre eux, et les riches le sont plutôt plus.

Comment interprétez-vous la guerre et les enjeux actuels au Moyen-Orient ?
On explique beaucoup les problèmes du Golfe par les frustrations. En réalité, il faut tenir compte des représentations que les peuples ont d'eux-mêmes. Les Arabes savent qu'ils sont un grand peuple, qu'ils ont été un grand empire. Comment en sommes-nous arrivés là ? se disent-ils. Et ils se racontent que c'est à cause de la division du monde arabe. D'autant que la conquête coloniale y a été très tardive, jusqu'au début du XXe siècle, et la décolonisation, très récente. Inconsciemment, les Arabes acceptent un phénomène "prussien". De même que c'est la Prusse, qui n'était pas l'Etat allemand le plus important, qui a fait l'unité, l'Irak, moins puissant que l'Egypte, s'adjuge ce rôle. Les Arabes sont en train d'accepter que l'unité se fasse par la force. Y compris les intellectuels. L'unité du monde arabe est logique. Elle se fera soit par la conquête militaire d'un parti, qui est au fond un parti stalinien -finalement le conflit Saddam Hussein-Hafez el Assad, c'est un "remake" de Staline-Trotsky,- soit par la création d'une communauté de type européen. Mais, de toute façon, elle se fera.

Propos recueillis par B.C. et P. J.

** La Découverte. Réédition au printemps au Livre de Poche.*

- Mardi 29 janvier de 18 h à 20 h
  GERARD FUCHS
- Mercredi 30 janvier de 18 h à 20 h
  MICHEL VAUZELLE
- Jeudi 31 janvier de 18 h à 20 h
  DANIEL VAILLANT



Toutes vos questions sur la situation dans le Golfe

Coll. Fondation Jean-Jaurès